Année, N° 95 - 1er Janvier 1930

Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

SOMMAIRE :

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administration :
54, rue du Château-d'Eau, PARIS-Xe

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES, MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)
Les Notes Economiques (R. Louzon)
La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)
Parmi nos Lettres (De tout et de tous)
A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, (A. Richard, etc.)
Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)
Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, U. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois........ 20 fr. Un an........ 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois........ 26 fr. Un an........ 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne 734-99*).

PERMANENCE POUR LA REDACTION ET L'ADMINISTRATION :
Tous les après-midi, sauf le dimanche, de 14 à 19 heures

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

CONSERVEZ LA COLLECTION DE LA « REVOLUTION PROLETARIENNE »

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à tout militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Nous avons un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928 et 1929.

Les numéros d'une année : 40 francs.

Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).

NOTRE PLAN DE TRAVAIL POUR 1930

En route pour la sixième année!

Déjà cinq années de passées. Nous ne devions pas vivre. Nous ne devions rien faire. On devait nous casser les reins. Si fort qu'on ait tapé, nous avons tenu bon et grandi. Nous n'attendions pas des résultats immédiats; nous ne travaillions pas pour le jour même. Ce que nous avons fait durant ces cinq années commence à s'apercevoir, ce que nous avons prévu commence à se réaliser. L'effondrement du Parti communiste peut se produire, l'esprit révolutionnaire ne sera pas enterré sous ses ruines. Tous ceux qui dans le Parti réclament sincèrement la démocratie ouvrière, tous ceux qui pensent que la révolution prolétarienne ne peut être faite par des mercenaires et qu'elle ne doit pas aboutir à mettre les ouvriers sous une nouvelle tyrannie, maintenant tous ceux-là se disent que les gens de la Révolution prolétarienne *avaient tout de même raison et mettent leurs espérances dans une résurrection du syndicalisme révolutionnaire.*

Nous n'avons perdu ni notre temps ni nos efforts. Mais plus nous avançons, plus importante et plus lourde devient notre tâche. Nous nous en sommes mieux rendus compte en établissant ce plan de travail pour 1930.

— Encore un plan pour 1930, *nous a dit un ami; seriez-vous gagnés par la manie des plans quinquennaux?*

— Vous savez bien que notre manie c'est celle des plans annuels. C'est notre manière, chaque fin d'année, de faire le bilan de l'année écoulée et de coordonner nos projets pour l'année à venir. Toutes les coopératives font leur bilan annuel; la Révolution prolétarienne, *qui est une coopérative intellectuelle, a pris cette règle; avouez que l'habitude n'en est pas si mauvaise.*

— Ces plans faits d'avance ne riment à rien; le vrai plan se détermine au fur et à mesure, selon les événements.

— Il est plus exact de dire que le vrai plan se complète ou se corrige au fur et à mesure, selon les événements; qu'il faut y faire la part de l'imprévu. Mais il serait aussi bête d'établir aujourd'hui les sommaires des numéros que nous publierons dans un an, dans six mois, dans trois mois, même dans un mois, que de ne pas penser aux sujets les plus importants qu'il ne nous faut pas négliger d'étudier dans l'année, et pour lesquels nous avons besoin soit du travail de tel ou tel camarade, soit d'un travail collectif.

Même si nous ne réalisons qu'une partie de ce que nous avions prévu, notre plan de travail n'est pas inutile. Hélas! nous n'en réalisons même pas la moitié. Ce sera frappant la quinzaine prochaine quand nous parlerons de l'administration, une fois nos comptes de l'année 1929 *bouclés. Mais ce sera déjà visible aujourd'hui en ce qui concerne la rédaction.*

A quoi cela tient-il? Peut-être à ce que nous nous taillons trop de besogne. Peut-être aussi à ce que les méthodes de travail du « noyau » et des cuisiniers de la R. P. ne sont pas les meilleures. Peut-être encore parce que nos amis, nos coopérateurs, coopèrent le moins possible, ne fournissent pas l'effort qu'ils pourraient et devraient fournir.

La fondation de " la Vérité "

Parlons tout de suite d'un événement intérieur : le départ de Rosmer et la fondation de la Vérité, événement sur lequel nos amis ne comprendraient pas que nous nous taisions.

Depuis un certain temps, la collaboration de Rosmer s'espaçait. Durant toute une période même, on ne le vit plus aux réunions du « noyau ». Quand Trotsky, dans Contre le Courant *du* 12 *avril (Lettre « A propos des divers groupements de l'Opposition communiste ») indiqua les trois critères fondamentaux servant à la délimitation intérieure de l'Opposition, plaçant très justement au premier rang la question du Comité anglo-russe, nous ne pûmes que constater notre désaccord unanime avec lui; nous étions même en droit de supposer que sur ce point Rosmer pensait comme nous.*

Le rassemblement de l'Opposition communiste de parti se posait à ce moment. Pour la plupart d'entre nous, il ne pouvait être question d'y participer. C'était notre droit de penser que le syndicalisme y avait perdu en 1919 *et qu'il n'y gagnerait rien en* 1929. *De même que c'était le droit d'autres camarades du « noyau » d'y participer, la R. P. étant une coopérative intellectuelle. Ils le pouvaient sans nulle difficulté à la condition de s'expliquer franchement et de ne pas jouer à cache-cache. Le travail collectif n'est possible que par la confiance entre soi.*

Ce n'est pas notre affaire de rechercher si le rassemblement des oppositionnels de parti s'est effectué ou si leur dispersion s'est augmentée d'un groupe et d'un organe nouveaux. Nous nous bornerons à constater qu'on coiffe de Constantinople l'opposition de parti d'une direction comme on en coiffe de Moscou les partis communistes. La méthode est pareille. Les résultats aussi.

Puis est venue l'attitude de la Vérité *à l'égard de l'autonomie syndicale, proclamée formule usée et dangereuse. Elle était incluse dans l'acceptation du point de vue de Trotsky sur le Comité anglo-russe. Notre conception du rôle des syndicats apparaissait cette fois complètement divergente.*

Désormais, chacun fera son travail de son côté. Il y a place pour tous sous le soleil.

Revue syndicaliste révolutionnaire

Divers camarades nous avaient demandé au cours de l'année :

— Pourquoi ce sous-titre : « Revue syndicaliste communiste »? Le mot de communiste est tellement galvaudé aujourd'hui! D'autre part, ce sous-titre provoque une confusion regrettable autour de votre effort.

Ces remarques nous ont amenés à faire cesser la confusion qu'entraînait en effet notre sous-titre. Nous ne pouvions à chaque numéro expliquer que notre syndicalisme communiste n'avait rien de commun avec le prétendu syndicalisme des prétendus communistes. Pour les communistes nous sommes des renégats. Pour les non-communistes nous sommes des communistes masqués. En disant que nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, nous ne faisons que dire la vérité, et c'en est une autre qu'il ne peut exister de plus véritables révolutionnaires prolétariens, de communistes plus réels que les véritables syndicalistes révolutionnaires.

La R. P. portera donc désormais en sous-titre : « Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire. »

Les grandes études

Nous nous étions promis l'an dernier de sacrifier de moins en moins les grandes études, d'en donner une dans chaque numéro, au risque de resserrer les rubriques; nous nous étions promis aussi d'attaquer plus carrément les grands sujets d'actualité.

Eh bien! nous pouvons constater que sur ces deux points nous avons vraiment fait un effort. Ce n'est pas encore tout à fait ce que nous voulons, mais nous y marchons. Jetons un coup d'œil sur les études publiées dans l'année :

L. Fontis : Les Assurés sauront-ils prendre la gestion des caisses d'assurances?;
R. Louzon : Trois formes d'organisation, trois esprits;
A. Richard : L'Ecole Unique;
U. Thévenon : La grève des mineurs de la Loire;
M. Chambelland : De la conciliation à l'arbitrage obligatoire;
E. Berth : Du « Capital » aux « Réflexions sur la violence »;
A. Dunois : Lissagaray;
L. Trotsky : Mon Exil;
M. Chambelland : La « radicalisation des masses »;
G. Airelle : Le 1er mai sanglant de Berlin;
R. Mouseau : Deux beaux mouvements des facteurs parisiens;
L. Fontis : Les derniers assauts contre les Assurances sociales;
J. Péra : « Les siècles obscurs du Maghreb »;
J. et J. Cornec : Le mouvement des normaliens de Quimper;
R. Louzon : La seule solution révolutionnaire : Rendre aux Chinois l'Est-Chinois;
A. Richard : Thermidor;
Tom Tippett : L'affaire de Gastonia;
B. Giauffret : Le piège de l'Ecole Unique;
A.-V. Jacquet : Les vignerons du Beaujolais;
M. Chambelland: Le Ve Congrès de la C.G.T.U.;
F. Challaye : André Tardieu;
U. Thévenon : Le Congrès de la C.G.T.;
R. Louzon : Une utopie : les Etats-Unis d'Europe;
P. Monatte : L'autonomie syndicale, formule d'avenir.

Un peu tard, mais sérieusement, nous avons enfin abordé avec les études de Richard et de Giauffret le problème de l'Ecole Unique. Nous avons attaqué de front et de suite le sujet de l'Est-Chinois. Il n'est guère de questions d'actualité importantes du mouvement ouvrier que nous n'ayons examinées; sans l'étude des Cornec sur le mouvement des normaliens de Quimper, peut-être rapide mais ripostant immédiatement à l'Humanité, les milieux unitaires de l'Enseignement se seraient-ils ressaisis à temps comme ils l'ont fait?

Un plus grand nombre de fois cette année, nous ne sommes pas arrivés comme les carabiniers d'Offenbach; nous n'avons pas fait simplement œuvre historique, mais travail de combat. Nous veillerons à arriver ainsi plus souvent encore en pleine bataille cette année. Pour cela nous devons nous habituer, nos amis et nous, à travailler plus vite, en nous disant que le mieux est souvent l'ennemi du bien, qu'il faut arriver au bon moment et que d'ailleurs ce que l'on fait dans le feu de l'action c'est très souvent ce que l'on fait de mieux.

Un ami nous reproche de ne pas diversifier suffisamment les auteurs des grandes études. Il voudrait voir davantage de collaborateurs nouveaux et moins souvent les mêmes noms. Entre nous, c'est quelqu'un dont le nom revient souvent et qui aimerait sans doute à se reposer davantage. Nous ne posons pas le problème comme lui. Il ne s'agit pas de rechercher des collaborateurs nouveaux mais de rechercher de bonnes études sur les sujets qui s'imposent à l'attention. Si quelqu'un chez nous peut faire telle de ces études, il n'y a pas de raison pour que nous courions dehors. Par contre, si personne parmi nous ne peut la bien faire, sans hésitation nous cherchons ailleurs. C'est ainsi que nous avons demandé à F. Challaye de retracer les principaux exploits de Tardieu. Il l'a fait sans s'embrigader parmi nous et en pleine liberté. Nous n'hésiterons jamais à recommencer.

L'année 1930 nous trouve avec pas mal de manuscrits tout prêts. Un Péra sur l'Australie; un Louzon sur le Centenaire de l'Algérie; la monographie de Courdavault sur l'industrie des huîtres, etc., sans parler de nombreuses promesses.

Il nous faut prévoir que la discussion sur l'indépendance syndicale, sur la guerre, sur la fameuse 3e période, celle de la prise du pouvoir, ne chômera pas et que nous aurons notre mot à dire. Dans l'année vont se tenir les Congrès des deux Internationales syndicales. Nous allions oublier les Assurances sociales

qui n'entreront pas au port sans mal, et la mystérieuse enquête sur la rationalisation faite par le Conseil économique qui sera sans doute publiée cette année. La matière ne manque pas. Ce qui peut manquer, ce sont les bons ouvriers pour la travailler.

Les rubriques

Nous avons moins sacrifié les grandes études en 1929, mais du même coup les rubriques ont manqué de la place nécessaire. Va-t-il en être de même en 1930?

La création du Cri du Peuple, *l'hebdomadaire du Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme, va nous décharger de toute la petite guerre journalière. Toute la besogne qu'il fera, nous ne l'aurons évidemment pas à faire et nous pourrons enfin nous attacher à ce qui est la tâche d'une revue révolutionnaire. Serons-nous amenés à supprimer la rubrique de la « Renaissance du Syndicalisme »? Nous le verrons à l'expérience.*

En tout cas, il est trois rubriques que nous voudrions réorganiser avec soin : A travers les Livres et les Revues, les Lettres de l'Internationale et les Faits et Documents.

Au lieu d'analyser une foule de livres, il serait préférable à notre avis de faire un tri plus serré et de parler sérieusement de la trentaine de bouquins les plus intéressants qui paraissent dans l'année.

Notre analyse des revues consistera à signaler les études susceptibles d'intéresser un militant et à résumer les plus importantes.

Nous avions presque laissé tomber les « Lettres de l'Internationale » faute de place surtout, un peu aussi faute de correspondants réguliers ayant une pensée commune ou voisine de la nôtre. Ce n'est pas commode de trouver un tel correspondant en Allemagne ou en Russie par exemple. Nous aurions accepté volontiers certains correspondants s'ils nous avaient dressé un tableau exact des faits, quitte ensuite à en tirer les conclusions qui leur plaisaient, mais ils ne nous donnaient que leurs conclusions ou appréciations sans nous apporter d'abord ce tableau des faits. Nous allons tenter l'expérience de nouveau, et pour cela nous faisons appel à nos amis de Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, de Chine, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, etc. Nous ne leur demandons pas une lettre pour chaque numéro de la R. P., mais une lettre au moins chaque fois qu'un événement important ou caractéristique se produit dans leur pays.

Les « Documents » ont souvent disposé de peu de place, quand la rubrique n'a pas été supprimée. Nous voudrions, comme au début, y consigner les textes ou les renseignements qu'il est utile de conserver, auxquels on est quelquefois obligé de se reporter, alors que souvent on ne peut retrouver le journal qui les a publiés.

Rien que ces trois rubriques devraient disposer chacune de trois pages, ce qui fait un total de neuf. Avec la grande étude, le numéro est presque plein. Nous avons encore à caser pourtant le Carnet du Sauvage, *le Parmi nos Lettres, les Notes économiques, la Renaissance du Syndicalisme, la Petite Histoire, l'Entre Nous. Voyez-vous les difficultés qu'éprouve le cuisinier de la R. P. pour composer son sommaire?*

Nous aurions besoin de 24 pages au moins. Il n'y faut pas penser, puisque nous avons toutes les peines du monde à équilibrer notre budget à 16 pages, et que nous n'y arrivons que grâce aux abonnés de soutien. Pouvons-nous en 1930 franchir ces deux étapes : d'abord boucler notre budget avec les seuls abonnés ordinaires, c'est-à-dire grimper de 1.100 à 1.500; puis porter le numéro à 24 pages, en y consacrant les abonnements de soutien et en tâchant de faire grimper les abonnés ordinaires à 2.000?

C'est ce que nous verrons la quinzaine prochaine en étudiant notre budget de 1929 et nos prévisions pour 1930.

LE « NOYAU ».

L'AFFAIRE DORON

Une lutte syndicaliste contre l'arbitraire

Le personnel enseignant primaire est à peine remis de ses émotions de juin dernier (on se souvient des péripéties du mouvement dit des grèves d'examens), qu'il est de nouveau appelé à exprimer une protestation active contre les Pouvoirs publics. Comme en juin dernier, c'est dans les deux départements dont le personnel est guidé par des syndicalistes de la bonne et vieille école — appartenant à la Fédération de l'Enseignement et au Syndicat National — le Finistère et la Loire, que l'agitation a commencé. Mais cette fois, il ne s'agit plus de la revalorisation des traitements : des préoccupations plus hautes entraînent nos camarades, et, pour des causes toutes différentes, c'est la même bataille contre l'arbitraire qu'ils ont menée ici et là. Et naturellement, la forme de la protestation a changé. L'objectif est de donner à tous les instituteurs et institutrices la possibilité de marquer leur accord avec ceux qui défendent leurs droits. Le moyen : la démission des conseillers départementaux, et leur réélection, après une campagne active.

Dans le Finistère (1), c'est tout le régime actuel des Ecoles Normales qui a été dénoncé, en conclusion de cette fameuse affaire de Quimper, que nos lecteurs connaissent.

Dans la Loire, la cause est plus grave encore. Deux questions sont soulevées : *le droit d'opinion des instituteurs*, et *la compétence disciplinaire du Conseil Départemental*. Il s'agit de l'affaire Doron.

Celui-ci, instituteur en congé pour convenances personnelles, se consacre à la propagande communiste. L'Administration ne l'ignore pas et n'a jamais pensé ni à lui reprocher, ni à lui refuser l'octroi ou

(1) Il faut ajouter que dans l'Ardèche et dans les Bouches-du-Rhône, les conseillers départementaux ont également démissionné pour protester : là contre d'arbitraires mouvements du personnel; ici, contre le régime de l'Ecole Normale d'Aix.

le renouvellement de son congé. Le 1er Août, il participe à des manifestations publiques, est arrêté et condamné à vingt jours de prison pour « outrage aux agents ».

Et le voilà traduit devant le Conseil Départemental, aux fins de révocation. Aucun doute sur les vrais motifs de cette mesure. On ne retient la peine correctionnelle qu'il a subie que pour prouver sa participation aux manifestations communistes. C'est ce que soulignent le conseiller général Durafour et les délégués de la Section du Syndicat National. C'est ce qu'a avoué le préfet dans une lettre récente : « *Un maître qui, en dehors de sa classe, se met en révolte contre la loi... ne peut plus avoir l'autorité nécessaire pour donner l'enseignement.* »

Par 7 voix contre 4 et 1 abstention, le Conseil Départemental se refuse à condamner l'instituteur Doron. Le Préfet passe outre et le révoque.

Immédiatement, *sans aucune hésitation* (quoiqu'aient prétendu *l'Humanité* et *l'Ecole Emancipée*), nos camarades donnent leur démission de conseillers départementaux, entraînant celle de Durafour et de ses collègues.. Protestation nécessaire, mais insuffisante.

En effet, de quoi s'agit-il maintenant?

D'imposer à l'Administration le respect des décisions du Conseil Départemental, dont la composition, avec représentation du personnel, donne tout de même des garanties. Que celles-ci soient insuffisantes, que les délégués élus par les instituteurs et les institutrices soient la minorité dans un organisme, qui comprend, en majorité, des agents de l'Administration et des conseillers généraux, c'est une constatation souvent faite. Et depuis longtemps nos syndicats réclament la réforme du Conseil Départemental. Tel qu'il est, il lui est bien difficile de décider constamment dans le sens des revendications du personnel. Mais tel qu'il est, lorsqu'il rend un arrêt qui nous est favorable, nous ne sommes que plus forts pour exiger qu'il soit respecté. Demander *le plus* n'entraîne pas à négliger *le moins*. Quant à l'opinion que le Conseil Départemental devait refuser de discuter une affaire extra-professionnelle, laissant au Préfet toute liberté d'appréciation et de jugement, on s'étonne de la rencontrer sous la plume d'un militant qui nous mène depuis des années sur le bateau de la « *collaboration démocratique* ».

Car c'est bien, maintenant, une protestation *nationale* qui s'impose. Dans des circonstances analogues, la révocation de Nègre fut suivie, en 1905, de la démission des C. D. de la Seine; en 1911, c'est la Fédération des Amicales, elle-même, qui mena la bataille contre la peine de la censure infligée à Léger; en 1922, la révocation de Marthe Bigot entraîna la démission de 276 conseillers départementaux.

A cette époque, Glay écrivait ces lignes, qui n'ont rien perdu de leur actualité :

« *Que Marthe Bigot ait ses idées politiques et qu'elle en réponde, comme tous les autres citoyens, devant les tribunaux de droit commun, cela la regarde. Mais qu'elle ait été traduite devant un Conseil disciplinaire parce qu'elle a une opinion contraire à l'orthodoxie gouvernementale, c'est un abus contre lequel nous nous dresserons quoi qu'il arrive. Qu'en outre, acquittée par le Conseil départemental, Marthe Bigot soit quand même révoquée par le Préfet et, en appel, par le Ministre, c'est là un motif suffisant pour réunir toute la corporation contre ce mépris dédaigneux pour nos tribunaux disciplinaires.* » (1)

Cependant, si la Fédération unitaire s'est prononcée en faveur de la démission des C. D., le Syndicat national qui a la majorité massive dans la représentation du personnel a hésité jusqu'ici. L'influence de Glay a entraîné le bureau à donner un avis contraire à la démission (par 6 voix contre 5). Un referendum douteux n'a pas donné de résultats suffisamment nets. Heureusement, une réaction salutaire s'est produite. Roussel, Marthe Pichorel et Lapierre — pour ne citer que les militants les plus marquants du S. N. —, en dehors même de leurs convictions syndicalistes indiscutables, ont compris tout le danger qu'il y avait à rompre avec une des plus belles traditions du syndicalisme universitaire. A l'unanimité, moins deux voix et quelques abstentions, la Commission permanente du S. N. vient de se prononcer pour la démission de tous les conseillers départementaux.

On accorde deux satisfactions de forme aux réfractaires et aux hésitants : d'une part, la protestation sortira des cadres de l'affaire Doron, elle visera toute la politique de régression et de réaction du gouvernement; d'autre part, les sections seront à nouveau consultées. Mais le résultat final n'est guère douteux. La démission nationale des conseillers départementaux n'est plus qu'une question de date.

Sans doute, pourrions-nous formuler bien des réserves, bien des critiques sur les conditions dans lesquelles l'action s'engage. Mais ce serait inopportun et dangereux. Trois conclusions réconfortantes sont à tirer de l'étude de cette affaire.

C'est d'abord l'intérêt de la cause soutenue, la possibilité d'attirer l'attention du personnel et du public sur la réforme de notre régime disciplinaire.

C'est aussi la réalisation de l'unité du personnel syndiqué dans la protestation et dans l'action (car il ne peut s'agir d'une simple consultation électorale. Il faut envisager... autre chose).

C'est enfin, pour un objectif placé au-dessus des préoccupations purement corporatives, une première grande réaction, depuis 1924, contre la politique de collaboration qui, en donnant quelques résultats « concrets » a fait perdre au personnel syndiqué, et même à des militants syndicalistes, toute confiance dans les mouvements à la base.

Cependant que les postiers sont en lutte contre leur ministre, des instituteurs s'engagent dans une action parallèle. C'est peut-être le début d'une nouvelle période dans le syndicalisme administratif qui peut devenir *combatif*, sans cesser d'être *massif* — car, quoiqu'on ait prétendu à droite et à gauche, les deux termes ne sont nullement inconciliables.

Roger HAGNAUER.

(1) *Revue de l'Enseignement*, 15 janvier 1922.

Que contient ce dossier ?

« Ce dossier du complot ne contient-il pas certains papiers accusateurs dont la rencontre a stupéfait les avocats, papiers qui, s'ils sont à un certain moment présentés au grand jour, feront autrement de bruit que la protestation des six ? »

Le Réquisitoire des Six.

Notre table des matières 1929

Nos lecteurs trouveront, encartée dans ce numéro, la table des matières de la R. P. *pour l'année* 1929.

C'est le moment de rappeler à nos nouveaux abonnés que nous disposons de numéros pour leur permettre de compléter leur collection.

Nous disposons aussi de collections complètes des années 1925, 1926, 1927 *et* 1928.

LES PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

La faillite de l'Internationale Communiste et l'indépendance du mouvement syndical

Les causes essentielles de la transformation de l'Internationale Communiste en une secte militarisée d'adeptes d'une religion nouvelle, de plus en plus isolée du prolétariat, ne sont pas fortuites, accidentelles, locales, passagères, mais générales, permanentes, attachées à la formule fondamentale qui règle l'organisation et l'action des P. C. : celle du *Parti* unique, dirigeant la *Classe*, du Parti omniscient et omnipotent, seul qualifié pour prendre le pouvoir et exercer sur toutes les classes et sur le prolétariat lui-même, une dictature sans contrôle.

Une telle formule, quels que soient le temps et le lieu où elle trouve les conditions de son application pratique, ne peut aboutir qu'à l'altération rapide de la composition sociale, de la doctrine, de la politique, de l'organisation du Parti, au déchaînement des appétits personnels, à la corruption des individus, à la création d'une nouvelle classe de privilégiés qui oppose ses intérêts à ceux de la classe ouvrière, à un centralisme policier, ombrageux, oppressif, à la dictature personnelle.

Les principes qui règlent aujourd'hui l'organisation et l'action de l'I. C. ne sont pas dictés par le hasard ou le caprice des hommes ; ils se rattachent étroitement à la situation particulière de la Russie d'avant et d'après-guerre, aux conditions également très particulières des deux révolutions de 1917.

La dictature du Parti bolchevik a pu s'accommoder, au début, du choc des opinions qui ne dépassait pas le cadre du Comité directeur du Parti, d'une timide démocratie communiste que le danger disciplinait spontanément.

C'était une illusion, que nous avons partagée, de croire à l'extension possible de cette démocratie.

Les conditions matérielles de la démocratie ouvrière et d'une véritable dictature du prolétariat n'existaient pas.

Le prolétariat russe et les masses paysannes ne pouvaient s'exprimer que par le Parti politique traduisant leurs aspirations du moment.

Ces constatations rétrospectives ne portent en elles aucune réserve sur le développement de la Révolution de février 1917 et sur l'action des artisans de l'insurrection victorieuse de Novembre. Nous avons été et restons passionnément attaché à la Révolution russe.

Mais l'expérience a montré qu'un Parti politique ne saurait ni représenter la classe ouvrière, ni se substituer à elle dans la direction de sa révolution. Porté au pouvoir, le Parti bolchevik devait se résoudre rapidement dans le P. C. russe, essentiellement différent de son organisation génératrice et dont l'objectif principal ne pouvait être que sa propre conservation.

La « bolchevisation », brusquement imposée par Staline et ses créatures, n'est pas née, comme les intéressés ont tenté de le faire croire, de la volonté désintéressée de rendre l'I. C. plus apte aux tâches de la Révolution, aptitude qui ne s'improvise pas, mais de la nécessité de supprimer, en Russie et dans les jeunes P. C., tout ce qui pouvait faire obstacle au gouvernement personnel et, en premier lieu, la démocratie communiste.

La dégénérescence de l'I. C. résulte directement de la dégénérescence inévitable de la dictature du Parti bolchevik, faussement confondue avec la dictature du prolétariat. L'I. C., vidée depuis longtemps de son contenu de Parti politique, n'est plus qu'une branche de la bureaucratie stalinienne, un instrument inséparable du régime de dictature personnelle qui l'a forgé pour ses besoins. Il est donc aussi vain de vouloir aujourd'hui rénover et démocratiser l'I. C., qu'il a été vain depuis 1924, d'opposer des discours et des thèses à son évolution. La bolchevisation fut et reste, pour le gouvernement de Staline, comme pour tout autre gouvernement de dictature du P. C. *une nécessité vitale.*

La lutte pour la démocratie à l'intérieur de l'I. C. prend nécessairement la forme d'une lutte contre le régime actuel de l'U.R.S.S., c'est-à-dire contre les institutions politiques qui en sont la charpente ; c'est, au premier chef, la lutte contre les P. C. officiels.

L'importance de cette lutte, son ampleur, son caractère, ses difficultés, ses dangers, n'échappent pas aux ouvriers conscients qui sentent que le redressement pacifique de l'I. C. est impossible et ne croient pas que ce redressement puisse constituer l'objectif d'une révolution nouvelle.

Les ouvriers conscients s'écartent du P. C.

Le nombre grossit sans cesse des ouvriers révolutionnaires qui s'écartent de l'organisation communiste officielle.

C'est déjà un fait, en France, que malgré une situation extrêmement favorable et les puissants moyens de propagande mis à sa disposition, le P. C. ne recrute plus chez les ouvriers politiquement éclairés et qu'il est contraint d'appuyer chaque jour davantage son action sur les éléments sociaux que l'ignorance et la misère portent à considérer la violence bien plus comme une fin que comme un moyen.

De plus en plus discrédité dans les couches conscientes de la classe ouvrière, le P. C. entend cependant « ne pas faillir à la tâche *qui lui revient* (!?) (1) : direction de la lutte révolutionnaire « du prolétariat et des masses laborieuses... » (2)

(1) C'est l'auteur qui souligne et ponctue.
(2) *Humanité*, 30-6-1929.

Et puisque les ouvriers instruits repoussent sa tutelle, il se tourne vers « les plus misérables et les plus exploités » qu'il va opposer aux autres « enclins à une attitude conciliante à l'égard du patronat » et constituant « actuellement une base certaine de l'influence et de l'activité réformistes se manifestant jusque dans les syndicats rouges et jusque dans le P. C. lui-même »(1).

En cherchant, à l'occasion de la journée du 1er août, dix mille adhérents nouveaux, les dirigeants communistes précisent que le Parti « a besoin de compter parmi ses membres des ouvriers qui ne reculent pas devant *la lutte physique* contre les gardes mobiles de la S.F.I.O... comme devant les manœuvres enveloppantes des réformistes ».

Prisonnier de ses formules, entraîné par son destin, le communisme officiel, devant l'échec de ses mots d'ordre successifs, notamment de la formule « front unique à la base », est amené à diviser ouvertement le prolétariat sur lui-même, c'est-à-dire à renier les fondements mêmes de la doctrine marxiste, à marquer sa haine pour les « ouvriers embourgeoisés du *Peuple* et du *Populaire* ».

Ainsi, le sens et la portée de l'adhésion au P. C. sont bien définis. Minorité ambitieuse et orgueilleuse, le P. C. actuel ne se confond plus avec la *classe* pour la servir comme le prescrit le manifeste de Marx et Engels, il la domine et *ne la reconnaît que dans la partie qui consent à se soumettre aveuglément à sa tutelle.* L'ouvrier qu'on sollicite sait déjà que les membres du P. C. ne jouissent pas, au sein du Parti, de la liberté d'opinion ; que le militant qui ose faire échec à la pensée officielle est immédiatement traité en suspect en attendant de l'être en ennemi. Cela suffirait déjà pour le tenir à l'écart. Mais s'il lit *l'Humanité* et est quelque peu au courant de la vie du Parti, il sait également que l'adhésion qu'on lui demande se pose à sa conscience comme une question de moralité.

Il ne s'agit pas ici des transformations inévitables que les révolutions font subir aux rapports moraux et juridiques d'un régime et d'une époque. La direction communiste et son « appareil » ne visent pas à modifier le contenu bourgeois des principes abstraits et fondamentaux de la conscience; ils se contentent d'être immoraux en considérant ces principes mêmes comme une entrave à leur action et l'immoralité comme un facteur de révolution et de progrès. Le mensonge, la calomnie, l'injure, la duplicité, l'hypocrisie, la perfidie règlent depuis la « bolchevisation », aussi bien les rapports des communistes entre eux que l'attitude du Parti à l'égard de tous ceux, *quels qu'ils soient,* qui échappent à son influence.

La franchise, la loyauté, le respect de la vérité, le souci de la justice sont cyniquement ou obliquement présentés comme des vertus bourgeoises. De là à considérer que leurs contraires sont des vertus révolutionnaires et communistes, il n'y a qu'un pas qu'on fait aisément franchir à l'adhérent novice. C'est pour la cause, pour le Parti, pour la révolution libératrice. Est-ce qu'une fin si haute ne justifie pas les moyens employés pour la réaliser ?

La Direction communiste responsable, ou plutôt ici irresponsable, ne paraît pas se rendre compte que ces pratiques empoisonnent d'abord le milieu où elles sont en honneur, font, du camarade d'hier, l'adversaire le plus détesté de demain et des communistes eux-mêmes les ennemis les plus redoutables de leur Parti. Elle ne voit pas que son « habileté » à employer *tous les moyens,* n'est nocive que pour le prolétariat qu'elle corrompt et divise et qu'aucune politique ouvrière n'est de nature à mieux servir les intérêts de la bourgeoisie.

(1) *Humanité,* 30-6-1929.

Le mensonge n'est ni capitaliste, ni communiste, il est, sous tous les régimes, le mensonge qui ruine la confiance sans laquelle il n'y a ni action commune, ni vie sociale possibles.

La formule « Par tous les moyens », fruit pourri de la « bolchevisation » de l'I. C., lancée à l'origine, non contre la bourgeoisie, mais contre des membres du Parti, n'est qu'un essai de justification du choix des pires moyens, l'expression de la haine et de la peur des défenseurs d'une cause perdue qui ne peut plus s'imposer que par la violence.

Aucune fin utile au prolétariat ne peut justifier les moyens employés par les néo-communistes. Une fin, quelle qu'elle soit, ne justifie que les moyens qui l'ont déterminée et cela, évidemment, après sa réalisation. Or, la révolution prolétarienne ne résultera ni de la décomposition du P. C., ni de l'action dissolvante que ce Parti exerce sur les organisations de la classe ouvrière.

Ces considérations, et d'autres encore (1) ont, depuis plusieurs années, écarté les ouvriers conscients de l'organisation communiste officielle. Ce n'est ni au sein de cette organisation qui a trouvé, dans un régime spécial, sa forme et son caractère définitifs, ni autour d'elle et sous son influence que se reconstituera, en France, l'unité de classe du prolétariat.

Nous ne croyons pas, par conséquent, que la position actuelle du camarade Trotsky et des petits groupes d'Opposition communiste, qui se sont, comme lui, donné pour tâche de régénérer l'I. C., soit juste.

La conscience révolutionnaire est aujourd'hui hors de l'I. C. Elle y restera

Sollicité, récemment, de dire si le P. C. est dégénéré, le camarade Trotsky montre dans sa réponse un réel embarras. Il ne peut, assure-t-il, dire « *ni oui, ni non* ». D'ailleurs, pour lui, « *la réponse aride : oui, il est dégénéré... ne contiendrait, en soi, aucune clarté, ne découvrirait aucune perspective.* » Quel que soit le degré de dégénérescence du Parti, il y a toujours, dans celui-ci, le *noyau* prolétarien. « Or, conquérir ce noyau, c'est conquérir le Parti. »

C'est donc à la conquête du « noyau » que Trotsky et les communistes d'opposition qui le suivent, consacrent leurs efforts. Sous leur direction, le Parti, régénéré une fois de plus, apte désormais à l'accomplissement de son rôle de dirigeant du prolétariat mondial et d'organe de la dictature, renouera la chaîne interrompue en 1924, par Staline et sa bureaucratie.

Ainsi, la situation actuelle de l'I. C. ne met en discussion aucun des principes du néo-léninisme sur

(1) On pourrait rappeler notamment que la soumission absolue imposée par le gouvernement des Soviets à l'I. C., le soin jaloux avec lequel ce gouvernement surveille et réprime, à l'extérieur comme à l'intérieur, les plus légitimes, les plus nécessaires manifestations d'indépendance, sont considérés par nombre de prolétaires intellectuels ou manuels, comme une forme particulière du nationalisme conquérant. Ces travailleurs pensent justement que le nationalisme est aussi dangereux, aussi réactionnaire en son essence sur le plan prolétarien que sur le plan bourgeois.

Il est certain également que l'avenir du P. C. est beaucoup plus marqué, malgré les apparences, par l'action électorale et l'enlisement lent, mais progressif, du Parti dans le régime capitaliste, que par l'action pseudo-révolutionnaire tapageuse et vaine. Combien d'ouvriers *communistes* croient, et non sans de sérieuses raisons, que chaque siège conquis par le Parti aux élections est une victoire... pour la bourgeoisie.

le P. C. et son rôle dans la révolution du prolétariat (1).

La décomposition au rythme accéléré de l'organisation communiste officielle ne résulte pas d'une tare congénitale, d'une conception fausse à l'origine des conditions générales de sa constitution et de son évolution, d'une erreur de jugement sur le prolétariat et sa révolution envisagés, non seulement sur le plan russe, mais sur le plan international.

Si l'I. C. souffre d'un mal qu'aucune opération n'a pu jusqu'ici enrayer et qui s'aggrave sans cesse, si le fossé qui la sépare du prolétariat européen, le plus conscient, le mieux organisé, le plus révolutionnaire de tous les prolétariats, s'élargit constamment, c'est simplement à cause des erreurs politiques de ses dirigeants. Les vieilles formations ouvrières d'Europe Occidentale ne lui reprocheraient pas d'avoir inconsidérément voulu être leur *chef*, mais de n'avoir pas su l'être.

Il ne peut donc s'agir, pour ceux qui professent cette opinion, que du redressement du Parti. La conquête du noyau prolétarien serait la condition nécessaire et suffisante de ce redressement.

Constatons d'abord que depuis 1924, c'est-à-dire depuis cinq ans, le camarade Trotsky s'efforce de convaincre et de mobiliser le « noyau prolétarien » de l'I. C.; depuis cinq ans, Staline et son appareil politico-policier ont multiplié les attentats à la personne des communistes d'opposition, les défis à la conscience prolétarienne et révolutionnaire, les fautes politiques sur le sens réactionnaire desquelles il était impossible d'égarer le jugement des membres du Parti... Le « noyau », lorsqu'il n'a pas applaudi bruyamment, est resté muet.

Certes, on peut objecter que la liberté d'expression n'existe plus depuis longtemps au sein des P. C. Cela montre seulement que la lutte pour le « noyau » est bien une lutte pour le pouvoir, *contre un régime*, c'est-à-dire une révolution.

Réduite aux proportions d'un conflit d'idées à l'intérieur et autour de l'I. C. qu'on se défend de vouloir atteindre, elle n'est qu'une tentative stérile qui ne peut que disperser les énergies révolutionnaires et entretenir la confusion dans les rangs du prolétariat mondial.

Elargie jusqu'à la Révolution, elle sort du cadre théorique et pratique étriqué dans lequel l'enferment les communistes d'opposition.

Le régime représenté par Staline ne sera jamais mis démocratiquement et pacifiquement en minorité dans le P. C. Le « noyau » ne sera jamais une force capable de mettre ce régime en péril.

Une nouvelle insurrection en Russie ne peut être accomplie par le prolétariat contre les forces gouvernementales, paysannes et bureaucratiques conjuguées. L'appui ou la neutralité des paysans ne s'obtiendra jamais en échange de l'évangile néo-léniniste, même interprété par l'Opposition.

Mais les camarades qui croient toujours possible le redressement du P. C. russe et qui doivent, encore aujourd'hui, constater la vanité de leurs efforts, ont-ils, au moins, des raisons plus sérieuses de croire au succès futur de leur propagande dans les autres sections de l'I. C. ?

Depuis cinq ans, les « noyaux prolétariens » de ces sections ont eu la possibilité et l'occasion maintes fois répétée d'élever la voix. Non qu'ils jouissent de plus de liberté que le « noyau » russe, mais parce que le fait d'exprimer et de défendre une autre opinion que celle du chef n'expose pas encore son auteur à la famine, à la prison ou à l'exil. Leur attitude à l'égard de ceux que Moscou désignait à leurs coups a été cependant la même que celle du « noyau » russe.

Il est juste de remarquer que les effectifs des P. C. sont d'une instabilité telle qu'on a pu, depuis la « bolchevisation », comparer ces partis à des passoires. Leurs membres les traversent sans s'y fixer. Aussi les Oppositions qui se succèdent sans trêve, trouvent-elles toujours en face d'elles des « noyaux » nouveaux dont la mission essentielle est de les abattre, des « noyaux » savamment dressés, fanatisés pour cette besogne et d'autant plus disposés à frapper qu'ils ne connaissent rien du passé et qu'on leur assure qu'ils sauvent ainsi l'Internationale et la Révolution menacées.

Cet enthousiasme se refroidit d'ailleurs assez vite. L'ouvrier honnête, doué d'un peu de sens critique, ne tarde pas à entrevoir les véritables causes du mal qui ronge l'organisation communiste officielle. Il s'aperçoit que les sacrifices qu'il a consentis en acceptant de n'être qu'un instrument aveugle, n'ont rien guéri que sa cécité, rien libéré que de bas instincts, rien abattu que son énergie propre et sa foi. Le doute envahit son âme ; le scepticisme et le découragement aussi. Il lui faudrait se déjuger publiquement, s'informer, remonter aux sources, braver l'opinion communiste ameutée, se dresser contre le courant.

C'est trop pour lui. Il ne songe plus qu'à opérer une retraite discrète.

C'est un fait remarquable qu'en France, les militants du rang désabusés qui quittent le Parti ne rejoignent jamais les groupes politiques d'Opposition communiste.

Ainsi les « noyaux » fondent à la chaleur de la vérité seulement soupçonnée, mais sans profit pour la cause des partisans du redressement de l'I. C., dont les différents groupements restent squelettiques.

La crise des effectifs du Parti trouve son prolongement normal dans la crise des effectifs de l'Opposition communiste.

Le « noyau » du P. C. français comptait cent mille membres à Tours ; il n'en compte certainement pas vingt mille à l'heure actuelle. Combien en comptera-t-il dans quelques années ? Peut-on raisonnablement espérer des « noyaux » futurs plus d'expérience, plus de clairvoyance, plus d'énergie que des « noyaux » passés ?

Le camarade Trotsky se trompe s'il croit possible une réaction de la base contre le sommet du P. C. français. A l'intérieur du Parti, l'organisation rend impossible toute manifestation quelque peu suivie d'indépendance.

L'Etat-Major staliniste a toujours trouvé et trouvera toujours aisément des individus assez inconscients des véritables intérêts du prolétariat ou assez conscients de leurs intérêts particuliers pour constituer l'essentiel du « noyau » approbateur. Hors du Parti, le travailleur qui se propose et propose aux autres de régénérer l'Internationale, n'est pas compris des masses et représente une doctrine et des méthodes trop discréditées pour espérer entraîner les ouvriers conscients.

Sans doute, il est désirable que les noyaux prolétariens des P. C. aient une conception plus juste des problèmes de la Révolution et de leur solution, et il est naturel que les différents groupes d'Opposition communiste s'appliquent à les convaincre ; mais c'est les égarer et se leurrer soi-même que de croire et d'affirmer que leur effort peut recevoir de sérieux appuis ouvriers du dehors et transformer démocrati-

(1) Il n'est pas inutile de rappeler ici que cette conception du parti unique représentant la classe et exerçant le pouvoir en son nom, n'est pas particulière au P. C. Le Parti Socialiste (S. F. I. O.) se proclame, lui aussi, l'organisateur politique du prolétariat et le seul parti authentique de cette classe.

quement, par voie de conséquence, avec l'organisation, la politique et les méthodes de l'I. C., le régime actuel de l'U.R.S.S.

Les « noyaux » dégénèrent progressivement comme les P. C. eux-mêmes et, s'il est légitime d'agir partout où il y a des prolétaires, il est excessif et anachronique d'écrire que c'est sur ces noyaux, « *sur leur lendemain* » qu'un révolutionnaire doit « *prendre son alignement* ».

La conscience prolétarienne et révolutionnaire est aujourd'hui hors de l'I. C. ; elle y restera. Les éléments sains qui sont encore dans le Parti le quitteront ou en seront exclus. Ils ne seront remplacés par d'autres que dans la mesure où les groupes d'Opposition entretiendront l'idée de la régénération possible de l'I. C. Les Partis démontrent tous les jours qu'ils n'en ont pas besoin. L'adhérent qui observe et réfléchit, qui parle et agit autrement que par ordre, l'adhérent qui n'obéit qu'à sa conscience n'est pour eux qu'une cause de troubles et de conflits internes, un perturbateur de l'ordre moral néo-communiste.

Le P. C. n'est plus un Parti politique et ses dirigeants ne peuvent même pas lui en conserver l'apparence. Il n'est plus question aujourd'hui de donner une « vie politique » aux cellules mourantes. Ce mot d'ordre a rejoint dans l'arsenal des illusions celui du « Parti de masses ». La section française de l'I. C., comme les autres, se consume à la recherche d'un introuvable point de stabilisation. Ses dirigeants éphémères s'en félicitent toujours en affirmant bien haut qu'elle gagne en qualité ce qu'elle perd en quantité.

En réalité, l'organisation néo-léniniste oppose de plus en plus nettement son destin à celui de la classe ouvrière et est réduite, pour justifier sa politique insensée, ses décisions déconcertantes, à se dresser contre le prolétariat qu'elle n'a pu conquérir. Il suffirait, pour prouver le caractère définitif de cette faillite, de rappeler qu'une classe sociale comme le prolétariat s'exprime par ses organisations, et de constater qu'en France, les organisations ouvrières encore soumises à l'influence du P. C., tendent irrésistiblement à se dégager de la tutelle de ce Parti. Déjà, pour conserver dans la C.G.T.U. ses positions ébranlées, le Parti appelle à son aide contre une partie de l'organisation syndicale les ouvriers non syndiqués qui suivent ses mots d'ordre et qu'égarent les mensonges de *l'Humanité*.

Demain, lorsque la C.G.T.U., que la bolchevisation met en péril, se sera ressaisie, lorsque la minorité, devenue majorité, aura, en assurant l'autonomie du mouvement syndical unitaire, ouvert la voie à la reconstitution de l'unité ouvrière, c'est contre l'organisation même que le P. C. aux abois ameutera ses partisans.

Plus le prolétariat prend conscience des conditions de son action de classe et de sa révolution, plus il oppose de force réfléchie et sereine aux tentatives du Parti, plus les pseudo-communistes lui témoignent de haine et de mépris. La bourgeoisie n'est plus attaquée par eux que pour la forme, et comme pour satisfaire à un rite. L'ennemi n'est plus, depuis longtemps, le capitaliste, c'est l'ouvrier syndiqué, c'est l'ouvrier communiste lui-même, s'ils ne sont pas stalinistes.

Cette méconnaissance de la situation et des intérêts du prolétariat, cette négation systématique des réalités les plus évidentes sont trop constantes, trop uniformément orientées pour ne pas correspondre à un état social déterminé. Ce sont, en effet, des préoccupations gouvernementales, des raisons d'Etat, des nécessités politiques particulières qui s'expriment, et contre lesquelles l'action réduite, étriquée, pour la régénération de l'I. C., est sans influence.

La divergence des voies suivies par le prolétariat et le communisme officiel, l'opposition grandissante de leurs intérêts respectifs, la différence de régime qu'ils représentent excluent toute chance d'un mouvement profond du prolétariat organisé français pour le redressement du P. C., et encore moins pour la reconnaissance du rôle de chef de ce parti.

L'histoire du communisme se poursuivra, mais ne remontera pas son cours.

Thermidor

L'Opposition léniniste croit trouver une justification de sa position dans le fait qu'en Russie, « Thermidor » ne serait pas achevé.

On ne voit pas clairement à quoi cette comparaison entre la France de 1794 et la Russie de 1929 peut aboutir.

Thermidor est le point final que la bourgeoisie maîtresse de la situation, met, elle-même, à *sa* révolution. Ce n'est pas un épisode de la lutte des classes, mais la solution brutale d'un conflit interne entre les fractions d'une même classe qu'une communauté d'intérêts fondamentaux devait inévitablement réunir.

S'il s'agit seulement, en évoquant Thermidor, de marquer que la bourgeoisie russe, expropriée par le prolétariat, comme la noblesse l'avait été, en France, par la bourgeoisie, n'a pas encore totalement reconquis le pouvoir, il n'y a là que l'affirmation d'un fait évident que personne ne nie. Mais cela ne prouve pas que les conclusions que l'Opposition léniniste tire de ce fait soient justes. La bourgeoisie n'a pas besoin d'être au pouvoir en Russie pour que nous considérions « Thermidor » comme achevé : il suffit que le prolétariat n'y soit plus et que la situation lui interdise, pour une période indéterminée, l'espoir d'y revenir.

Le Thermidor russe est achevé pour nous, parce que le prolétariat d'U.R.S.S. a perdu la direction de son destin et qu'il ne pourrait la reprendre que par une nouvelle révolution que la conjoncture mondiale présente rend impossible ; parce qu'il n'a plus le pouvoir ; parce que le régime de dictature personnelle institué en Russie n'est pas et ne pourra jamais, malgré la nécessité où il se trouve encore de s'appuyer sur lui, être le sien.

La position orthodoxe des léninistes d'opposition dans la question du P. C. et de son rôle dirigeant explique leur jugement sur le Thermidor russe comme sur la dégénérescence du Parti qui, pour eux, n'est pas non plus achevée.

Il est permis de croire que, quels que soient la situation du prolétariat russe et l'état matériel et moral de l'organisation communiste officielle, l'Opposition russe et ses filiales qui se proposent de reconquérir cette organisation, trouveraient toujours des raisons de justifier cette conquête, qu'une reconnaissance de l'achèvement de « *Thermidor* » et de la faillite de l'I. C. rendrait sans objet.

Mais même s'il était vrai que Thermidor ne fût pas terminé en Russie, même s'il était possible au P. C. russe de changer, sans convulsions mortelles, sa direction et sa politique, même si le prolétariat russe pouvait espérer de ce cours nouveau une certaine amélioration de sa position, toutes choses que nous jugeons actuellement irréalisables, la situation du prolétariat mondial n'en serait pas essentiellement modifiée, et les problèmes soulevés par sa révolution n'en seraient pas résolus.

Une classe ne peut agir que par la démocratie au sein de ses organes représentatifs. Or, une pareille démocratie est la négation de la théorie du parti souverain. Un tel parti, à qui les responsabilités du pouvoir, à défaut des ambitions personnelles, interdisent

déjà la démocratie intérieure, ne saurait admettre pour aucune organisation, et pour le syndicat moins que pour toute autre, le jeu normal de la démocratie, c'est-à-dire le droit de se déterminer et d'agir librement.

L'Opposition léniniste qui réclame, *en paroles*, dans son programme, la démocratie dans le P. C. est visiblement gênée lorsqu'elle aborde cette question qui ne trouve, dans aucun de ses manifestes, son développement normal. Elle n'a jamais fait connaître dans le détail la conception qu'elle oppose aux formules orthodoxes concernant la démocratie prolétarienne, le statut général de l'I. C., la nature des liens qui attachent les partis nationaux au P. C. russe, la politique syndicale de ce parti régénéré par elle.

Ses exposés sont des analyses pénétrantes, mais dont le caractère, sur certains problèmes que nous considérons comme essentiels, est à peu près exclusivement négatif ou trop général.

L'Opposition dénonce bien la « bureaucratisation » du P. C. russe et de l'I. C., mais ne définit pas clairement ce que la bureaucratie représente, ce qui l'a engendrée, ce qui la caractérise, ce qui fait sa force et ce qui serait susceptible de la faire disparaître.

Le camarade Trotsky écrit : « Ce n'est que grâce à la direction exercée par le P. C. de l'U. R. S. S. que l'I. C. a acquis, au cours des premières années de son existence, des conquêtes réellement formidables. »

Devons-nous comprendre que la direction du P. C. russe sur l'I. C. a la valeur d'un principe que les révolutions prolétariennes futures laisseraient intangible?

Même s'il ne s'agit que d'une justification du rôle dirigeant du P. C. en général, nous ne saurions voir dans ce fait, d'ailleurs très discutable, l'illustration d'une théorie applicable dans toutes les phases de la révolution prolétarienne.

D'abord, il est singulièrement osé de parler des « *conquêtes formidables de l'I. C.* ». Il y a eu les conquêtes formidables de la Révolution russe et du Parti bolchevik encore sain, réalisées avant la naissance de l'I. C. Celle-ci n'a jamais existé qu'en fonction du P. C. russe et n'a rien ajouté par elle-même aux conquêtes de ce parti. Minée, dès sa naissance, de contradictions graves qui faisaient d'elle un simple instrument du Gouvernement des Soviets, elle ne devait rester, sur le plan prolétarien et international, que l'organisme débile dont la faillite s'avère aujourd'hui.

Mais quelque opinion qu'on puisse avoir sur son caractère et sa destinée, une chose est certaine : c'est que la question de la direction du prolétariat et de sa révolution ne se présente et ne se présentera nulle part comme celle de la direction du prolétariat russe par le Parti bolchevik. Jamais le prolétariat organisé des grandes nations capitalistes d'Europe et d'Amérique n'acceptera l'idée de livrer son sort et celui de la classe ouvrière au Parti Communiste.

Les forces prolétariennes mondiales sont plus que jamais fractionnées et il n'est plus possible, à l'heure actuelle, de confondre cette dispersion avec le regroupement qui devait normalement résulter de la formation d'un nouveau centre d'attraction révolutionnaire en Russie. Ce n'est plus seulement la fraction réformiste du prolétariat qui s'oppose à la fraction révolutionnaire, c'est celle-ci qui est irréductiblement divisée sur elle-même.

Le bolchevisme, qui pouvait apparaître, au début, comme une force d'unité révolutionnaire, apporte maintenant, chaque jour, une preuve nouvelle de son impuissance à créer cette unité indispensable. Et c'est le problème de *l'action révolutionnaire de classe* que cette faillite pose impérieusement aujourd'hui devant nous.

Nous ne saurions donc souscrire aux paroles du camarade Trotsky quand il affirme que « la tâche présente est de sauvegarder ou, plus exactement, de faire renaître l'influence décisive des idées et de la politique bolcheviques sur les jeunes partis de l'I. C. en les libérant en même temps des commandements des bureaucrates ».

Cette formule, qui pourrait être contresignée par Staline, ne s'adresse pas à la classe, mais au P. C. qui, pour Staline comme pour Trotsky, doit la diriger. Elle ne répond ni aux aspirations actuelles du prolétariat français, ni aux besoins futurs du prolétariat mondial. Les ouvriers français qui ne se contentent pas d'être libérés des commandements des bureaucrates, qui ne croient pas que le parti générateur de la bureaucratie communiste soit apte à se débarrasser de cette institution, qui voient le salut du prolétariat et de sa révolution dans une organisation syndicale de classe et non de secte, contrôlant ses formations politiques internes et indépendante des partis extérieurs, laisseront l'Opposition léniniste poursuivre la chimère de la résurrection d'un passé mort.

Les perspectives

Contrairement à ce que pense le camarade Trotsky, la décomposition continue de l'I. C. porte en elle un utile enseignement pour la classe ouvrière et ouvre à celle-ci de larges perspectives d'organisation et d'action.

Une expérience a été faite dans plusieurs pays : celle de la subordination du prolétariat et de ses organisations syndicales au P. C. Il serait insensé de s'imaginer que ses résultats désastreux peuvent être sans influence sur l'orientation future du mouvement ouvrier. Au cours de ces dix dernières années, l'I. C. a eu le champ libre et a disposé de puissants moyens pour entraîner dans son orbite les éléments révolutionnaires du syndicalisme mondial. Le prestige de la Révolution russe, les espoirs qu'elle éveillait ont même déterminé, au début, en sa faveur, un courant qui menaçait d'emporter Amsterdam et la Social-Démocratie. Des C. G. T. entières, en France, en Tchécoslovaquie, en Finlande, se groupèrent, avec les syndicats russes et d'importantes fractions des autres C. G. T., dans l'I. S. R. dont la direction était cependant visiblement subordonnée au P. C. russe.

Pourquoi cet enthousiasme a-t-il rapidement disparu? Dans quel état sont, aujourd'hui, les organisations syndicales européennes adhérentes à l'I.S.R.?

La C.G.T. russe, à laquelle les ouvriers sont contraints d'adhérer, conserve ses effectifs, mais n'a aucune influence sur l'orientation politique et économique de l'U.R.S.S. Elle ne peut s'exprimer qu'au travers du P. C., ou plutôt de sa bureaucratie et de sa police. Les autres centrales se décomposent et cherchent à s'affranchir de la tutelle du P. C. L'I. S. R. ne recrute plus en Europe; c'est vers l'Extrême-Orient et l'Amérique latine qu'elle tourne aujourd'hui ses regards.

Peut-on prétendre qu'il n'y a là que les effets d'une mauvaise politique des dirigeants communistes?

Il est certain que la politique ouvrière extérieure du Gouvernement des Soviets n'a été, sous le régime stalinien, qu'une longue suite d'erreurs qui ont, naturellement, déroulé leurs conséquences. La méthode qui consiste à imposer, par la violence, le mensonge, la corruption, la démagogie, un bolchevisme dont le cent pour cent insaisissable n'est, en fait, qu'une question de surenchère verbale, un moyen de vérifier la soumission des troupes et la servilité des fonctionnaires, ne pouvait apporter dans les P. C. et les for-

mations ouvrières liées à ces partis, que le trouble et la désorganisation.

Mais la cause profonde de la stagnation ou de la désagrégation des syndicats ouvriers révolutionnaires en tutelle est ailleurs. Elle réside *dans le fait même de la subordination*, et non dans la façon dont celle-ci s'exprime.

Une direction trotskyste de l'I. C. portant en elle cette cause, n'en aurait pas évité les effets. Elle aurait peut-être heurté moins brutalement certaines réalités sociales locales, elle n'aurait empêché ni la transformation des unités composantes de l'I. S. R. en annexes privées de vie propre du P. C., ni la scission ouvrière qui en est le corollaire, ni la dégénérescence des organisations subordonnées, ni le développement et la victoire inéluctable du mouvement en faveur de l'autonomie du mouvement syndical.

L'idée de cette autonomie rencontre, naturellement, partout l'opposition ouverte ou déguisée des partis politiques constitués, bourgeois, socialistes ou communistes. Depuis qu'elle prend sérieusement corps dans la C.G.T.U. française, le P. C. qui pressent la fin prochaine de sa domination, met tout en œuvre pour conserver au moins ses positions compromises.

Après avoir, dans les syndicats unitaires, rusé pendant plusieurs années, esquivé le débat large et clair sur la question de son hégémonie; après s'être réfugié obstinément dans l'équivoque qui laissait croire à son respect de la démocratie et de l'indépendance syndicales, le voici, devant la situation créée par ses propres fautes et les efforts d'une minorité syndicaliste courageuse et tenace, contraint de poser lui-même cette question en pleine lumière.

Certes, les dirigeants communistes de la C.G.T.U. ont encore trouvé, au dernier Congrès confédéral, une majorité importante de syndicats suffisamment bolchevisés pour affirmer leur « détermination de travailler, sur tous les terrains, en accord étroit avec le P. C.; seul parti du prolétariat et de la lutte des classes révolutionnaire qui... a conquis sa place de seule avant-garde prolétarienne dirigeante du mouvement ouvrier ».

Mais le fait que le Parti a été forcé de suivre la minorité syndicaliste révolutionnaire sur son terrain et a dû rejeter brutalement lui-même de sa majorité confédérale des éléments qui ne marquaient de désaccord avec lui que sur la question de l'indépendance de forme du syndicat, souligne le caractère précaire de cette victoire.

Tactique habile, prétendent certains stratèges politiques trop subtils. Non! geste de désespoir d'un Etat-Major qui a impérieusement besoin de recenser ses troupes fidèles.

L'Opposition léniniste française qui poursuit la conquête du P. C. et qui aspire également au rôle de dirigeant du mouvement syndical, partage les alarmes du communisme officiel.

Dans *La Vérité* du 11 octobre, le camarade Rosmer essaie de prouver que l'autonomie du syndicalisme est « *une formule usée* » et « *dangereuse* ». Il craint visiblement la réunion, sous le signe de l'indépendance du syndicat, des minorités qui se sont opposées, en septembre dernier, au bureau confédéral. S'adressant aux communistes de ces groupes qui ont, affirme-t-il, l'intention « de ramener la C.G.T.U. ET LE PARTI COMMUNISTE (1) dans la bonne voie », Rosmer leur rappelle la ligne de conduite que *La Vérité* a tracée à la minorité communiste à l'occasion du Congrès : « Ni contre la C.G.T.U., ni contre le Parti Communiste, mais contre une mauvaise direction de la C.G.T.U. et du P. C. »

Il appartient aux communistes visés de faire connaître leur sentiment sur cette proposition, mais nous ne pensons pas qu'elle puisse rallier les suffrages des communistes sérieux qui se sont séparés du Parti précisément sur la question de la tutelle de ce parti sur les syndicats.

La formule de Rosmer n'est peut-être pas encore usée, ayant très peu servi ; elle est, croyons-nous, dangereuse à plus d'un titre.

Elle est dangereuse, nous venons de le montrer au cours de notre exposé, par l'illusion qu'elle entretient, pendant que la bolchevisation divise les forces révolutionnaires et ravage les syndicats, de la substitution possible d'une bonne direction léniniste unique du P. C. et de la C.G.T.U. à la mauvaise direction léniniste actuelle imposée par Moscou et partie intégrante d'un régime.

Elle est dangereuse parce qu'elle laisse croire qu'on peut être *pratiquement*, de l'extérieur, c'est-à-dire publiquement contre la direction de l'I. C. sans toucher les unités qui la composent ou qui, comme la C.G.T.U., s'y rattachent. Une organisation politique est toujours gravement atteinte quand les fractions se livrent intérieurement bataille pour sa direction. Peut-on penser qu'un conflit qui déborde les cadres des P. C. et dont l'enjeu n'est rien moins que le pouvoir politique en U.R.S.S. se résoudra sans dommage pour ces partis?

On peut être contre la direction actuelle de l'I. C., mais si l'on veut être, en même temps, pour le Parti, si on estime que celui-ci reste, malgré tout, le seul parti de classe du prolétariat, la minorité consciente, seule qualifiée pour diriger la classe ouvrière, prendre le pouvoir et exercer sa dictature, il n'y a qu'une attitude logique pour un communiste exclu : cesser toute action extérieure et se soumettre à toutes les conditions pour obtenir sa réintégration. L'Opposition russe le sent d'ailleurs si bien, elle comprend si bien ce que signifie la simple formule : *lutte contre la direction staliniste du P. C.*, que ses membres reculent et font tour à tour leur soumission. Le dernier carré formé autour des camarades Trotsky et Rakovsky est, lui-même, fortement entamé, et ses plus récents manifestes laissent l'impression qu'il cherche la voie d'une capitulation honorable.

Une telle évolution est normale, et elle n'a rien qui puisse nous surprendre et nous émouvoir. Elle n'a rien non plus qui soit susceptible de modifier notre attitude en face des problèmes de la révolution prolétarienne. Nous ne sommes pas *pour* le Parti Communiste dont la doctrine léniniste et les méthodes d'organisation et d'action nous semblent contraires aux intérêts de classe du prolétariat révolutionnaire et dont la dégénérescence nous paraît irrémédiable. Nous ne sommes *contre* lui que dans la mesure où notre action pour l'autonomie du mouvement syndical et la libre adhésion à nos principes lèsent ce Parti.

La formule de Rosmer est dangereuse également par l'adhésion implicite qu'elle donne à la scission ouvrière en France.

Dans *La Vérité* du 1er novembre, Trotsky nous accuse de faire un « *fétiche de l'unité syndicale* ». Il convient que cette unité a « *d'énormes avantages* », mais que « dès les premiers succès de l'aile révolutionnaire dans les syndicats, les opportunistes se placent délibérément sur la voie de la scission ». Il lui suffit donc de prouver aux ouvriers que la responsabilité de cette scission « retombe entièrement sur la social-démocratie » et « il ne s'ensuit pas du tout, dit-il, que la FORMULE VIDE DE L'UNITÉ soit plus importante pour nous que les tâches révolutionnaires de la classe ouvrière ».

Trotsky se trompe en nous accusant de faire un « *fétiche* » de l'unité syndicale, mais nous ne sépa-

(1) C'est nous qui soulignons.

rons pas comme lui cette unité des tâches révolutionnaires du prolétariat. Elle nous semble, au contraire, la condition préalable de l'accomplissement de ces tâches.

Trotsky se trompe également lorsqu'il nous reproche de prêcher simplement le retour à l'unité et de répandre l'idée qu'il n'y a ni révolution prolétarienne, « ni même lutte de classe assez sérieuse » possible « sans l'unification préalable des deux organisations syndicales ».

Certes, nous nous refusons à suivre Trotsky dans la distinction qu'il établit d'ores et déjà entre « l'aristocratie ouvrière » et les « masses ».

Cette distinction ne correspond pas, en France, à la réalité. Ce sont les ouvriers des mêmes entreprises et de même condition sociale qui sont groupés, les uns dans la C. G. T., les autres dans la C. G. T. U. Aussi avons-nous poursuivi le rétablissement de l'unité sans nous attacher à aucun système préconçu. Nous ne sommes encore attaché à aucun. Il se peut, comme le dit Trotsky, que « la véritable voie menant à l'unité du prolétariat se trouve dans le développement, le redressement, l'élargissement, la consolidation de la C. G. T. révolutionnaire et dans l'affaiblissement de la C. G. T. réformiste », mais nous sommes convaincu que la C. G. T. révolutionnaire dont parle Trotsky, ne peut exister, se développer, et absorber, avec les éléments de base de la C. G. T. réformiste, les millions d'ouvriers qui ne veulent se soumettre ni au gouvernement bourgeois, ni au gouvernement communiste, *que sous le signe de l'indépendance du mouvement syndical.*

Formule usée, affirme Rosmer, parce qu'elle « a beaucoup servi... qu'elle n'a pas, par elle-même, un sens clair et précis... qu'on y a mis tout ce qu'on voulait y mettre ».

Il est vrai que la formule a servi, et il n'est pas nécessaire de remonter jusqu'au Congrès d'Amiens, ni même jusqu'aux C. S. R. pour s'en convaincre. Si certains partis ont tenté avec un médiocre succès d'orienter à leur profit le mouvement syndical français, le P. C. a réussi à placer la C. G. T. U. en tutelle, tout en affirmant que son rôle dirigeant « ne saurait être interprété comme une subordination du mouvement syndical » (1).

Plus près encore, dans *La Vérité* du 1er novembre, le camarade Trotsky cherche dans l'abstrait de la pure théorie la justification de cette évidente contradiction. « L'autonomie réelle, pratique et non méta-« physique de l'organisation syndicale n'est pas au « moindre degré troublée, et n'est pas diminuée par « la lutte du P. C. pour l'influence. Chaque membre « du syndicat a le droit de voter comme il le croit « nécessaire et d'élire celui qui lui semble le plus « digne... D'un autre côté, aucun statut syndical ne « peut empêcher ou défendre au Parti d'appeler le « secrétaire général de la C. G. T. à son Comité « central, car on se trouve ici entièrement dans le « domaine de l'autonomie du Parti. »

Si Trotsky avait vécu l'histoire de la subordination de la C. G. T. U. au parti communiste, il aurait sans doute hésité avant d'exprimer pareille opinion.

Ce n'est pas, en effet, l'autonomie métaphysique qui a été touchée, mais bien l'autonomie réelle, pratique. Ce n'est nullement par le jeu normal de la démocratie syndicale que les communistes se sont emparés de la direction de la C. G. T. U. et s'y sont maintenus, mais en mettant en œuvre contre des adversaires désarmés *tous* les moyens matériels et moraux dont dispose le Parti; en chassant, non pas formellement, mais effectivement, du syndicat les militants d'opposition. Trotsky parle de la liberté du bulletin de vote. Nous avons pu maintes fois vérifier que cette liberté n'existait pratiquement pas plus dans le P. C. et les organisations qui lui sont soumises que dans les institutions bourgeoises.

Il est, d'ailleurs, assez piquant de trouver dans *La Vérité* du 25 octobre la réfutation des affirmations optimistes de Trotsky. Delfosse, en effet, s'exprime ainsi : « Je n'ignore pas que périodiquement l'on déclare que ceux qui ne sont pas communistes ont quand même leur place dans la C. G. T. U. C'est une erreur. S'il y a quelques adversaires, ce sont des militants qui, par tactique et souplesse, font semblant d'ignorer la discipline, pour s'accrocher à l'organisation. »

D'autre part, contrairement à Trotsky, nous pensons que si le statut syndical ne peut défendre à un parti d'appeler à sa direction le secrétaire général de la C. G. T., il peut et doit interdire à celui-ci le cumul des deux fonctions.

La simple constatation que la formule de l'autonomie syndicale a beaucoup servi ne signifie rien par elle-même; il faut prouver qu'elle ne peut plus servir. Rosmer n'a pas essayé d'apporter cette preuve. Sa conclusion reste même singulièrement équivoque :

« Syndicats et partis, dit-il, ne peuvent pas s'ignorer. Ils sont amis ou ennemis, travaillent ensemble ou se combattent. » Si nous ne connaissions pas la signification précise de cette rédaction prudente, nous pourrions nous demander où réside notre désaccord. Nous pensons comme lui que les partis politiques et les syndicats de toute nature ne peuvent s'ignorer ; nous avons même exprimé l'idée d'une collaboration possible, pour des objectifs déterminés, des syndicats et des partis politiques. Mais la question n'est pas là ; elle est dans la position de l'organisation syndicale vis-à-vis de ces partis.

Trotsky, dans son article du 1er novembre, est plus clair et plus net; mais on chercherait vainement sous sa plume une constatation de l'état actuel du P. C. et de la C. G. T. U., du résultat de la direction du mouvement syndical révolutionnaire français par le Parti, une confrontation de la théorie et de l'expérience. Trotsky expose lumineusement la conception léniniste du rôle du P.C. dans la lutte révolutionnaire du prolétariat; il soumet à la discussion un système qui place *le parti* à la tête de la classe ouvrière, une doctrine abstraite qu'on peut sentimentalement accepter ou rejeter si l'on admet ou si l'on repousse l'idée que la situation qui l'a inspirée existe ou n'existe pas partout, mais il n'apporte aucun argument nouveau tiré de l'expérience pratique pour la justifier. Il n'est pas troublé par la décomposition du P. C. qui n'est plus qu'un appareil de fonctionnaires et un journal, par l'état de la C. G. T. U. qui, non seulement ne recrute plus, mais se vide de ses effectifs, par l'idée de la direction que prendrait, en France, un mouvement de masse dans la situation créée au prolétariat français par le communisme officiel. Il conclut seulement que « si l'on considère que le P. C. français se trouve, dans son entier, dans un état où il n'y a plus ni remèdes, ni espoir (ce qu'il ne pense absolument pas), il faut lui opposer un autre parti ».

On se demande alors pourquoi Trotsky dénonce avec âpreté les « épigones du syndicalisme » et le caractère de parti politique de la « Ligue syndicaliste ».

Mais ce qu'il ne nous fait pas connaître, ce sont les garanties qu'offrirait le nouveau parti souverain de la pérennité d'une bonne direction et d'une politique juste. Cela est cependant de la plus haute importance. Les ouvriers ne peuvent pas être placés constamment dans la position des grenouilles qui demandent un roi.

C'est précisément parce qu'aucun parti politique ne

(1) Congrès de Paris. Septembre 1929.

peut offrir de pareilles garanties que le mouvement syndical français d'avant-guerre a affirmé la nécessité de son autonomie.

Certes, il l'a fait en termes incomplets, mais c'est interpréter tendancieusement l'Histoire que d'affirmer que le syndicalisme révolutionnaire, « en luttant pour l'autonomie syndicale, luttait en fait, pour son affranchissement du gouvernement bourgeois et de ses partis, parmi lesquels le parti socialiste parlementaire...; ne faisait pas de l'autonomie des organisations de masses un fétiche...; comprenait et prêchait le rôle dirigeant de la minorité révolutionnaire à l'égard des organisations de masses... »

Trotsky tient à prouver que le syndicalisme est une tentative avortée de constitution de la minorité consciente appelée à diriger le prolétariat et ses syndicats. Cette tentative aurait échoué faute de « base théorique » et par suite d'une « mauvaise compréhension de la nature du gouvernement et de son rôle dans la lutte de classes ».

Trotsky se trompe. Le syndicalisme révolutionnaire a été l'expression première, imparfaite sans doute, de l'idée du SYNDICAT SEUL PARTI COMPLET DE CLASSE, POSSIBLE ET CONSTANT, DU PROLÉTARIAT.

C'est cette idée, toujours vivante, plus que jamais actuelle et sur laquelle l'expérience russe jette des lueurs nouvelles, qui est le véritable moteur de l'action pour l'autonomie du mouvement syndical.

L'Opposition léniniste nous accuse de vouloir « faire revenir l'histoire en arrière ». Prétextant du titre, « *Vers un nouveau Congrès d'Amiens* », donné à l'édition du discours de Chambelland au dernier Congrès confédéral, Rosmer s'efforce de faire croire que la minorité syndicaliste de la Ligue tente de replacer les ouvriers « là où ils étaient il y a plus de vingt ans ».

Les opinions exprimées ici n'engagent évidemment que le signataire de ces lignes, qui n'a pas qualité pour parler au nom de la Ligue Syndicaliste, mais est-il nécessaire d'être mandaté pour rassurer Rosmer et lui dire que nul ne songe à faire remonter à la classe ouvrière le cours de l'Histoire. Tout le monde sait qu'« il s'est passé un certain nombre d'événements depuis 1906 et d'assez exceptionnels » et que « l'expérience de la classe ouvrière s'est considérablement accrue ». Nous savons aussi que la bourgeoisie a fait du chemin depuis vingt ans et qu'elle se présente aujourd'hui comme une classe puissamment organisée nationalement et internationalement pour la défense et pour l'attaque.

Mais c'est précisément parce que nous savons tout cela que nous nous demandons, en considérant, après l'expérience communiste, l'état de la classe ouvrière, comment et à quelles conditions matérielles et morales le prolétariat peut s'emparer de la forteresse bourgeoise et instituer le régime socialiste.

Et c'est dans la réponse à cette question immense que nous nous séparons du P. C. comme des groupes léninistes d'opposition qui gravitent autour de lui.

A la théorie de la classe représentée par un parti politique unique, nous opposons la théorie de la classe représentée par l'organisation syndicale ouverte à tous les prolétaires sans distinction d'opinion. A la théorie de la conscience, privilège permanent d'un parti constitué hors de l'organisation prolétarienne et échappant à tout contrôle, nous opposons la théorie des individus conscients s'organisant librement dans le cadre syndical. A la conception du syndicat mineur, nous opposons celle du syndicat indépendant; au syndicat inapte à certaines tâches politiques, le syndicat apte a toutes les tâches révolutionnaires du prolétariat; au syndicat apolitique asservi et aux partis, le syndicat PARTI DE CLASSE DU PROLÉTARIAT.

Cette théorie ne ramène pas la classe ouvrière vers le passé, mais lui ouvre, au contraire, de larges perspectives d'avenir.

Nous sommes d'accord avec Trotsky et Rosmer pour considérer l'insuffisance actuelle de la motion d'Amiens. Aussi n'est-il, pour nous, question de la reprendre que dans sa partie essentielle : l'affirmation de la nécessité de l'autonomie du mouvement syndical.

Le Congrès d'Amiens n'a pas exposé les raisons profondes de la résistance du syndicat aux tentatives des partis politiques; résistance légitime, normale, inévitable, et qui s'explique par le fait que le syndicat est lui-même un *parti* capable d'agir politiquement.

Ce parti se distingue essentiellement des groupes d'affinités qui se constituent autour d'une théorie sociale, d'une doctrine, sous l'étiquette de « partis politiques » et dont le succès dépend des forces extérieures qu'ils peuvent diriger vers leurs fins. Il est le parti de classe du prolétariat, le seul qui puisse agir *directement* sur toutes les formes de l'activité politique, économique et sociale.

Le Syndicat est donc plus qu'un parti politique et le caractère de parti politique que lui donne son aptitude à agir politiquement, ne s'isole pas de l'ensemble de ses qualités propres.

C'est cependant la méconnaissance de la capacité politique du parti de classe qui est à la base des tentatives des groupes d'affinités politiques visant à diriger le mouvement syndical et des défaillances de ce mouvement dans la lutte pour son autonomie.

Les congressistes d'Amiens qui se proposaient, par la lutte des classes, de changer les formes de la propriété, qui visaient ainsi à des buts à la fois politiques, économiques et sociaux, et qui s'interdisaient, en même temps, d'exprimer au syndicat leurs opinions politiques, créaient une équivoque dont ont largement profité les partis politiques.

La charte de 1906 laisse s'établir une confusion dangereuse entre l'indépendance nécessaire du syndicat à l'égard des partis politiques et l'indépendance respective impossible de la politique et de l'économie.

En prétendant s'enfermer dans le domaine imaginaire de l'économie, en reconnaissant, même implicitement, aux partis un droit exclusif de propriété sur le terrain politique non moins illusoire, le syndicalisme se mutilait gravement et limitait son essor. Il accréditait lui-même l'idée fausse de son impuissance à dégager le sens politique de son action, à enrichir et à tenir à la hauteur des événements sa théorie révolutionnaire embryonnaire.

Mais cette erreur qui a facilité, en France, la mainmise de la démocratie bourgeoise et du communisme officiel sur les syndicats, n'était pas mortelle. La réalité n'a jamais cessé de démentir la théorie du syndicat, organisation spécifiquement économique, du syndicat neutre, du syndicat apolitique. Malgré la motion d'Amiens, le caractère de parti de classe du syndicat n'a cessé de s'affirmer. Le syndicat a toujours agi politiquement dans son cadre, soit spontanément, soit sous la pression des partis extérieurs.

C'est un fait connu de tous les militants que les assemblées syndicales sont, en général, plus attachées à la signification politique de leurs décisions qu'à ces décisions mêmes. La question de l'orientation politique du mouvement syndical domine toujours les débats importants, même lorsqu'elle n'est pas à l'ordre du jour.

La politique s'impose au syndicat comme une force élémentaire. Il n'est pas juste de lier et de confondre dans un même sentiment de réprobation ses manifestations nécessaires et le désordre qui résulte de l'action des partis politiques dans le syndicat.

Les adversaires du syndicalisme indépendant qui ne voient dans le syndicat qu'un instrument subconscient du parti, nient la capacité politique de l'organisation ouvrière sous prétexte que celle-ci est ouverte à tous les prolétaires sans destination d'opinion. Ils méconnaissent ainsi la véritable originalité et la véritable force du parti de classe.

Aucun groupement humain n'est politiquement homogène ; aucun Parti ne peut l'être. L'homogénéité, « l'unité monolithique » que le communisme s'épuise à réaliser, n'est que la plus folle, la plus stérilisante des « grues métaphysiques ».

Ce n'est pas de la sélection des opinions que dépend l'aptitude du syndicat à agir politiquement et à résoudre les problèmes de la révolution prolétarienne, mais d'une évolution, dont le sens est déjà fortement marqué, de la conscience ouvrière qui placera au-dessus de toutes les divergences d'opinion *l'indestructibilité de l'unité syndicale*, de l'unité du Parti de classe du prolétariat.

Le jeu normal de la démocratie syndicale, le libre exercice du droit d'expression et d'organisation accordé aux tendances ne sont pas des causes de faiblesse, mais une condition de la force, un critérium de la maturité de la classe ouvrière. La scission ne menace qu'une formation syndicale jeune, débile, encore étroitement soumise aux influences extérieures de la bourgeoisie et des partis politiques. Elle n'est possible et dangereuse, elle ne prend vraiment l'aspect d'une scission dans la classe ouvrière que lorsque l'idée de classe, de solidarité de classe n'a pas encore pénétré profondément la conscience ouvrière, lorsque les intérêts du prolétariat sont dans la masse *inconsciemment* et *provisoirement* subordonnés aux intérêts de la bourgeoisie, aux intérêts des Partis politiques.

Le camarade Rosmer affirme dans l'abstrait que la formule de l'indépendance du mouvement syndical « laisse intactes les questions posées ». Quelles sont donc les questions qui ont été résolues par la subordination de ce mouvement ?

Nous pensons qu'un problème révolutionnaire ne s'énonce pas seulement en termes généraux et qu'il reste posé tant qu'il n'a pas été pratiquement résolu. L'Opposition léniniste nous apporte une « théorie de la révolution » que l'expérience nous fait repousser sur des points essentiels. Cette théorie pose, en principe, pour la justification de l'existence et du rôle du P. C. l'inaptitude du syndicat à certaines tâches de la Révolution prolétarienne *comme si ce Parti était, par lui-même, apte à remplir toutes les tâches.*

Il ne serait certainement pas sans intérêt d'examiner dans le détail les capacités respectives des syndicats et du Parti communiste. Nous nous bornerons à faire observer que le problème de l'exécution des tâches révolutionnaires se pose pour le syndicat, pour le parti de classe qu'il constitue, en termes infiniment plus favorables que pour un parti politique et que rien ne justifie la thèse de la direction nécessaire du mouvement syndical par un tel parti.

Qu'il s'agisse de la capacité d'action directe propre à chaque organisation, du rayonnement possible de leur influence sur la masse, de la pénétration pacifique ou violente de la Révolution dans les institutions bourgeoises, de la préparation idéologique et technique des actions de masses devant la formidable forteresse des grands Etats capitalistes modernes, la supériorité du syndicat, expression générale de classe, est manifeste. La solution de ses problèmes n'est fonction que de son degré d'évolution.

L'indépendance du mouvement syndical qui conditionne l'aptitude totale du syndicat à l'accomplissement des tâches de la Révolution n'oppose nullement, comme le prétend Trotsky « les couches prolétariennes les plus retardataires à l'avant-garde de la classe ouvrière... » (en l'espèce le P. C.), elle oppose la classe et le syndicat qui en est l'expression complète, normale, unique, aux partis politiques, pseudo-minorités conscientes instables et éphémères.

Il est certain qu'à l'heure actuelle, le Syndicat profondément influencé, comme la classe ouvrière elle-même, par les événements de ces quinze dernières années, soumis sans trève à la pression intense des forces capitalistes et communistes, divisé sur lui-même, n'existe pas encore dans la forme évoluée que lui donnerait et donnerait à la classe ouvrière, la direction autonome de son destin. Mais le bon Parti communiste dont Trotsky et Rosmer projettent la constitution dans le mauvais parti ou en face de lui, *existe-t-il ?* N'attend-il pas lui-même sa création et son développement d'une évolution de la conscience communiste et ouvrière ?

Nous n'avons pas à présumer du résultat des efforts de l'Opposition léniniste visant à la formation d'un nouveau Parti ; les considérations que nous venons de développer ne préjugent ni de l'existence des partis politiques, ni de leur rôle historique.

Mais que le bon parti projeté trouve sa place dans l'édifice communiste actuel ou qu'il s'élève sur ses ruines, nous gardons la conviction de son impuissance à matérialiser sa doctrine, la même que celle du P. C. officiel, autrement qu'en suivant les voies dangereuses tracées par le stalinisme.

En face de lui, le syndicat menacé, mais averti, se refusant à distinguer entre les formes de tutelle qui pourraient lui être offertes ou imposées, conscient de son rôle et de sa force, affirmera sa volonté de conserver, vis-à-vis de *tous les partis politiques*, une indépendance qui constitue la garantie la plus sûre d'une solution prolétarienne des problèmes de la Révolution.

FERNAND LORIOT.

15 novembre 1929.

Voilà les scissionnistes !

Extrait de la majoritaire *Tribune des Cheminots :*

« Le Cheminot de l'Etat (1)... ne doit plus être payé par les cheminots du réseau de l'Etat.

« Les 20 centimes prévus doivent être conservés par les syndicats qui, avec ces sommes, examineront, lors des conférences de secteur, la possibilité de faire paraître un journal de secteur, journal créé par eux et pour eux, où tous les articles ne seront pas signés A. R. Si Rambaud veut un journal qui lui soit tout dévoué, il n'a qu'à le payer de ses deniers... »

(1) Organe de l'Union unitaire du Réseau Etat (minoritaire).

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 5; *Seine-et-Oise*, 1; *Alpes-Maritimes*, 3; *Doubs*, 1; *Finistère*, 1; *Gers*, 1; *Loire*, 1; *Nord*, 1; *Basses-Pyrénées*, 1; *Rhône*, 2; *Seine-et-Marne*, 1; *Somme*, 1. — *Total : 19 abonnements nouveaux.*

LES SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

Le Goff (Paris), 5; *Basset (Paris)*, 3; *Girod (Paris)*, 10; *Vermorel (Rhône)*, 10; *De Groote (Paris)*, 20; *G. Meyssonnier (Drôme)*, 7; *J. Gorce (Gironde)*, 5; *Laura (Alpes-Maritimes)*, 20; *R. Bosc (Alger)*, 11; *Armengol (Rhône)*, 5; *Collecte à l'assemblée générale du S. N. de la Loire, versé par Thévenon*, 60,50; *Auguet (Aisne)*, 15; *Pâris (Seine)*, 10; *Labonne (Paris)*, 10; *L. Bettendroffer (Paris)*, 10; *Josset (Paris)*, 5; *Lucie Colliard (Savoie)*, 10; *Vidal (Aude)*, 5; *Anonyme*, 0,50. — *Total : 222 francs.*

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Une déclaration scissionniste de Losovsky

ALLONS, PLUS FORT QUE ÇA !

Je pense que l'importance de la déclaration suivante de Losovsky n'aura pas échappé aux diverses minorités de la C.G.T.U., non plus qu'aux éléments majoritaires qui ont quelque souci de l'avenir de leur organisation :

« *Les efforts pour se débarrasser des éléments réformistes furent insuffisants jusqu'à présent.* »

Ces paroles ont été prononcées au Conseil central de l'I.S.R., au cours d'un examen de la situation de la C.G.T.U., et enregistrées par l'*Humanité* du 29 décembre. Elles forment sans aucun doute la véritable conclusion à cet examen et résument l'esprit des instructions que rapporte la délégation de la C.G.T.U. partie à ce Conseil central.

Ainsi, d'après le secrétaire de l'I.S.R., les dirigeants de la C.G.T.U. et leurs petits domestiques de l'*Humanité* n'auraient pas déjà dépassé les bornes; leurs efforts auraient été insuffisants. Il faut qu'ils y aillent plus fort.

Pour lui obéir, que vont-ils bien pouvoir imaginer? Qu'est-ce qu'ils pourront trouver de suffisant? On ne va pas tarder à le savoir.

Il n'était pas difficile de prévoir que la délégation de la C.G.T.U. reviendrait chargée d'instructions dans ce goût.

Si quelque chose de louche n'avait pas dû être cuisiné à ce Conseil central, cette délégation n'aurait pas été désignée dans la coulisse, mais à la Commission exécutive de la C.G.T.U. ou au Comité national; une assemblée régulière quelconque aurait discuté de son mandat.

Déjà un article de Berlioz, dans la *Correspondance Internationale* du 7 décembre, aurait mérité de retenir l'attention des militants unitaires. Berlioz est depuis quelques mois à Moscou. Au précédent Conseil central de l'I.S.R., en octobre, c'est lui qui présenta un rapport sur le Congrès de la C.G.T.U. qui venait d'avoir lieu. A travers ce qu'il écrit dans son article de la *Correspondance Internationale*, on aperçoit nettement la volonté de scission de l'I.S.R. Celle-ci ordonne que les réformistes soient chassés de la C.G.T.U. Elle baptise réformistes les éléments révolutionnaires qui n'acceptent pas la direction des syndicats par le parti, et ces centristes qui osent dire que la C.G.T.U. va à la catastrophe.

Ecoutez ce que dit Berlioz :

« *Tous ces ennemis du communisme, fraternellement unis, ont commis une série d'actes qui démontrent qu'ils vont ouvertement vers la scission.*

« *Ils refusent de collaborer avec les organismes centraux de la C.G.T.U.; ils ont empêché les délégués de celle-ci d'intervenir dans les congrès de l'Alimentation, des Ports et Docks et des Cheminots du réseau de l'Etat; l'observateur qu'ils ont désigné à la Commission exécutive, Chambelland, n'y apporte que des critiques négatives et se livre à un véritable sabotage...* »

Il n'est certainement pas de plus sûrs ennemis du Communisme que ces communistes qui mentent avec un tel culot et qui inscrivent au compte de leurs adversaires leurs propres sottises et les crimes qu'ils préparent.

Depuis quand et de quel droit la C.G.T.U. se permet-elle d'intervenir dans la discussion du rapport moral au cours d'un Congrès fédéral? Je trouve que les délégués du Congrès de l'Alimentation ont montré de la patience en laissant un délégué du C.I.P. insulter leurs militants. Qu'après cette audition inexplicable, ils aient prié le délégué de la C.G.T.U. de repasser après le vote du rapport fédéral, c'est bien naturel. Ce n'est pas manquer au respect de la C.G.T.U., c'est tout simplement rappeler son délégué à la règle courante.

Quant à Chambelland, c'est ainsi qu'est récompensé son effort pour amener la minorité n° 2 à accepter sa représentation à la C.E., et pour convaincre les Ports et Docks qu'ils devaient autoriser Engler à y aller; c'est ainsi qu'est reconnu le courage qu'il a montré en allant seul à la C.E. apporter sa collaboration aux organismes centraux de la C.G.T.U.

S'il a saboté quelque chose, ce n'est pas le travail de la C.E. et de la C.G.T.U., mais seulement les manœuvres scissionnistes des patrons de Berlioz.

Il a dérangé leurs plans, plans tracés déjà depuis la crise tchécoslovaque, c'est-à-dire depuis la révolte des militants syndicaux tchécoslovaques contre la stratégie des grèves imposée par l'I.S.R. Dans la revue *l'Internationale Communiste* du 1er novembre, on pouvait lire cette phrase assez claire quoique bougrement entortillée :

« *La supériorité de la C.G.T.U. sur l'organisation syndicale de la Tchécoslovaquie est en ceci que, dans ce dernier pays, l'abcès opportuniste a trop eu le temps de mûrir, tandis qu'en France la lutte contre l'opportunisme a lieu plus rapidement et plus résolument.* »

L'idée ne leur vient pas qu'un mouvement syndical peut se conduire lui-même et rester à l'I.S.R. en organisation majeure qui parle d'égale à égale, qui ne se laisse pas traiter en esclave. Tout besoin d'indépendance est un abcès qu'il ne faut pas laisser mûrir, qu'il faut combattre rapidement et résolument. Selon le mot de Semard, c'est de la « pourriture réformiste ». Les militants qui en sont atteints, il faut les « traquer » dans leurs propres organisations.

Qu'entend Losovsky quand il dit aux dirigeants de la C.G.T.U. : « Allons, plus fort que ça! »?

Il doit leur rappeler l'opération décidée en commun à Bruxelles au mois d'août dernier, après le Congrès fédéral de l'Enseignement et avant le Congrès de la C.G.T.U. Il ne s'agit plus seulement de provoquer le départ des syndicats minoritaires de l'Enseignement en les couvrant d'injures, en les harcelant d'attaques. Ce sont tous les syndicats minoritaires, à quelque corporation qu'ils appartiennent, surtout l'Union du Réseau Etat, les Fédérations des Ports et Docks, de l'Alimentation et du Verre qu'il faut harceler sans répit.

Les oppositions de la C.G.T.U. n'ont pas l'air de se rendre compte qu'elles sont en face d'un plan d'ensemble très net et qu'elles vont subir un assaut plus violent encore que tous ceux qu'elles ont subis.

Que vont-elles opposer au « plus fort que ça » de leurs adversaires?

P. MONATTE.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

MARDI 10 DÉCEMBRE. — Chiappe interdit la projection du film allemand « Les Chaînes ».

Belgique. — Catastrophe de chemin de fer près de Namur.

MERCREDI 11. — La Chambre refuse de porter le prêt à dix sous.

JEUDI 12. — Assemblée des déposants de la Banque Ouvrière et Paysanne.

— Grève des mineurs de fer de Piennes, dans le bassin de Briey.

— La Chambre repousse la réduction des périodes de réserve.

VENDREDI 13. — Victoire des dockers de Bône.

SAMEDI 14. — Discussion sur le programme revendicatif au C. C. N. de la C. G. T. U.

— Arrestation de Raoul Calas, rédacteur à « l'Humanité ».

DIMANCHE 15. — Le C. C. N. de la C. G. T. U. vote l'augmentation de la cotisation.

LUNDI 16. — Débat à la Chambre sur le discours de Tardieu au Sénat.

Australie. — Incidents graves aux mines de Rothbury : un mineur tué.

U. R. S. S. — Ouverture du Conseil central de l'I.S.R.

MARDI 17. — Le Conseil municipal de Paris vote l'augmentation des tarifs du métro.

MERCREDI 18. — En Nigeria, 45 indigènes sont tués par les troupes anglaises.

JEUDI 19. — Discours de Paul-Boncour sur le budget de la marine militaire.

VENDREDI 20. — Comparution en Cour d'Assises de Clément, militant communiste, accusé par la police du meurtre de l'agent Reslou.

SAMEDI 21. — Clément est acquitté.

— Congrès fédéraux Unitaires du Textile et du Bâtiment.

— La Chambre reporte au 1er avril le début de l'exercice financier.

Allemagne. — Démission d'Hilferding.

DIMANCHE 22. — A Clichy, conférence de constitution du Parti ouvrier-paysan, fondé par les Six conseillers municipaux communistes dissidents de Paris.

Allemagne. — Echec du plébiscite nationaliste contre le plan Young.

U. R. S. S. — Signature à Khabarovsk du protocole réglant le conflit sino-russe sur l'Est-Chinois.

LUNDI 23. — Interrogatoire de Monmousseau.

MARDI 24. — A la Chambre, discours de Cachin sur l'U. R. S. S.

— A Lyon, grève de 24 heures des tramways.

MERCREDI 25. — Les mineurs de fer de Piennes ont repris le travail.

⁂

Le réquisitoire des Six. Les six conseillers municipaux de Paris : Louis Sellier, Joly, Garchery, Gélis, Castellaz et Camille Renault, qui viennent d'abandonner avec éclat le Parti Communiste, et de fonder le Parti Ouvrier-Paysan, ont précisé dans une brochure : *Le Réquisitoire des Six*, les faits qui ont provoqué leur attitude et les raisons qui motivent leur action actuelle.

Ils commencent par décrire la genèse du conflit. Ce furent la déclaration du Bureau Politique et l'article de Cachin parus dans *l'Humanité* des 5 et 6 novembre, et contenant des menaces contre les élus, qui les obligèrent à une réaction publique :

Il apparaissait, cette fois, très clairement, que nous nous trouvions en face d'une campagne de grand style, destinée à en finir une fois avec tous les éléments de notre espèce archaïque, dont l'expérience du mouvement politique, à défaut même d'un certain bon sens, constituait une gêne pour le libre développement des sottises déjà largement amorcées.

On jetterait les élus en pâture à l'antiparlementarisme des éléments anarchisants de plus en plus envahissants; on dissimulerait, par ce procédé démagogique, les fautes énormes de la Direction et l'activité débordante de l'appareil policier; on chasserait par charrettes de plus en plus rapides, le peu d'éléments réfléchis subsistant encore dans le Parti.

Marcel Cachin, le plus bassement dénigré et injurié de nous tous, et dont l'exclusion était depuis longtemps décidée, serait chassé le dernier, après avoir été conduit au bout de la fatigue physique et poussé aux pires responsabilités par ceux-là mêmes qui se gaussaient de lui en lui faisant préparer l'exécution de ses meilleurs amis.

C'est ensuite le récit des événements que l'on connaît, qui ont marqué la rupture des six avec le Parti : première lettre au bureau politique, conférence d'élus les condamnant, deuxième lettre au bureau politique pour expliquer « *qu'ils n'ont aucun désaccord avec la politique définie par le 6e Congrès — que c'est seulement son application par les éléments dirigeants qui aboutit à la désagrégation du Parti et à la démoralisation des masses* ». Dans ce message important, ils indiquaient déjà l'essentiel de leur réquisitoire d'aujourd'hui.

C'est alors la grande publicité; l'affiche « *les élus communistes de Paris au prolétariat* » c'est la grande campagne de *l'Humanité* contre eux. Il leur reste à démontrer que leurs accusations « *loin d'être calomnieuses, n'évoquaient qu'une faible partie de la réalité* ».

En ce qui concerne les policiers et les provocateurs dans le Parti, ils écrivent :

Il n'est pas un seul militant de la base qui n'ait constaté au cours des derniers événements à quel degré le mouchardage est poussé à l'intérieur même des rayons et des cellules.

Quoique décidée dans le secret, chaque réunion est aussitôt connue de la police, qui intervient au moment propice pour procéder aux arrestations et à la saisie de tous papiers utiles à la répression.

Les perquisitions fructueuses ne pouvaient, dans la plupart des cas, être effectuées avec autant de précision, d'assurance et de profit qu'avec l'aide d'indicateurs installés au cœur même de la place. Dans les locaux de « l'Humanité », les saisies de lettres de soldats, de correspondants ouvriers, des numéros de la Caserne ont toujours été opérées directement et sans tâtonnements.

Qui donc livre les documents avec lesquels la Sûreté générale a constitué des dossiers et dont la presse fasciste publie à temps voulu et avec un dosage habile des extraits choisis ?

Le complot dans lequel 150 camarades sont impliqués, emprisonnés ou menacés de l'être, n'a-t-il pas été fabriqué avec toutes ces pièces saisies ou livrées ?

Ce dossier du complot ne contient-il pas certains papiers accusateurs, dont la rencontre a stupéfait les avocats, papiers qui, s'ils sont à un certain moment présentés au grand jour, feront autrement de bruit que la protestation des six ?

Qui donc a installé à « l'Humanité » un ex-agent du service des Renseignements généraux, avec lequel il est resté en liaison, et qui donc le protège, alors que, dénoncé par la quasi-totalité des rédacteurs, ce sont ces derniers qui sont chassés et l'autre qui est maintenu ?

S'il est vrai qu'un autre rédacteur considéré comme suspect a été suspendu de ses fonctions, il n'en reste pas moins qu'il continue de participer à la vie du Parti et à toute son action !

Comment expliquer la descente de police du 9 juin dernier à Achères, qui fut suivie de l'arrestation de Maurice Thorez, et où le Comité Central est tombé dans les filets du Benoist des Renseignements généraux?

Par quel autre hasard, un mois après, exactement le 21 juillet, vers dix heures du matin, 95 militants étaient-ils arrêtés, à peine réunis, à la Maison du Peuple de Villeneuve-Saint-Georges ?

Qui donc avait placé au Secrétariat de la Commission coloniale du Parti, en s'en portant garant, malgré les suspicions dont il était l'objet, le fameux Joubert, qui s'était déjà signalé dans la Ruhr, et qui, un beau jour,

a filé en soulageant la caisse de cinquante billets de mille, et en emportant, pour les vendre à la Sûreté, les dossiers qui livraient les militants coloniaux à la répression féroce des gouverneurs ?

Jamais « l'Humanité » n'a dit un mot sur cette grave affaire, ne fût-ce que pour mettre en garde les militants. Pourquoi ?

Les Six parlent ensuite du gaspillage des ressources du Parti, au profit d'une « *lourde bureaucratie, en grande partie inutile, souvent incapable et toujours ruineuse* ».

Sur les effectifs :

De 100.000 adhérents en 1924, on descend à 13.000 en 1929 ; c'est-à-dire une perte de plus de 87.000 unités, soit au moins 87 % des effectifs ?

Ils s'élèvent contre ce qu'ils appellent l'anarcho-communisme et dont ils manifestent une vraie phobie :

...Les questions les plus directement liées aux conditions d'existence des travailleurs sont considérées aujourd'hui comme secondaires et ne devant retenir l'attention des élus que dans une mesure très limitée.

Améliorer les services publics et lutter pour leur exploitation en régie municipale, directe et autonome; dénoncer la fiscalité bourgeoise qui crée la vie chère et écrase le travail d'impôts à caractère féodal; défendre les locataires contre les privilèges de la propriété bâtie, et réclamer la construction d'habitations saines et à des prix déterminés pour la classe ouvrière et pour les classes moyennes; supprimer le taudis en réclamant des moyens de lutte contre les maladies sociales issues de la misère; lutter pour des écoles où toutes les règles de l'hygiène seront appliquées, tout cela est devenu pour les dirigeants du Parti, action réformiste à délaisser.

A ce propos, les Six citent le sabotage de la candidature municipale de Marty dans le XIIIe par les organisations du Parti. Ils citent aussi cette déclaration faite au 6e Congrès des Jeunesses Communistes que « *le maintien et le développement des cours professionnels pour la jeunesse ouvrière ne peuvent avoir comme résultat essentiel que de renforcer la position de la bourgeoisie* ». Ils dénoncent la tendance au putsch, aux coups de main, à l'illégalité des organisations révolutionnaires.

Sur l'état d'âme des dirigeants, citons encore ces lignes instructives :

Dès 1925, quand la répression s'est manifestée sur une grande échelle par des condamnations massives à la prison et à de fortes amendes, il a été proposé au Bureau politique de substituer la solidarité ouvrière à la responsabilité personnelle des camarades condamnés.

Le Bureau politique a refusé.

Les galvaudeux du Bureau de la Région parisienne et de la Direction du Parti ont fait acquitter leurs propres amendes par la Caisse centrale. Mais ils ont estimé que les vulgaires condamnés de Paris et de province devaient se débrouiller eux-mêmes.

Ainsi une malheureuse paysanne de l'Aisne ayant vu déjà vendre sa petite propriété, avait supplié que l'on évitât à son mari le retour en prison, par l'application de la contrainte par corps. Ce fut en vain.

Le camarade Bourlois, ancien député de la Seine, a accepté de ne pas demander le renouvellement de son mandat aux élections législatives de 1928, pour permettre l'élection de l'emprisonné Ménétrier, une des victimes de la grosse affaire d'espionnage montée par le ministre Sarraut et le 2e Bureau de la Guerre, toujours avec le concours des hauts policiers du Parti.

Bourlois mène la campagne avec le plus grand dévouement.

Il reste à l'entière disposition du Parti.

Il est condamné à plusieurs milliers de francs d'amende, pour des bêtises faites par d'autres.

Bourlois est contraint de payer. La saisie est opérée sur son mobilier. Il va se trouver sans rien. Il demande un peu d'aide au Parti. On lui rit au nez.

Les Six font ensuite observer que leur mandat n'appartient pas au Parti, qu'ils ont versé 300.000 francs de cotisations en quatre ans, et que cependant au moment des élections municipales de mai 1929, la caisse était vide. Ils citent des ordres du jour en leur faveur votés par *des ouvriers du Central Championnet* (Ateliers des T.C.R.P.) ; *des délégués de dépôts et ateliers du Syndicat unitaire des T.C.R.P.; du Conseil syndical du personnel administratif des T.C.R.P.; du bureau du Syndicat unitaire du Gaz; du Comité intersyndical des Services publics.*

Ils dénoncent, sans apporter encore de précisions, *la dilapidation de l'avoir coopératif ouvrier*, disent quelques mots sur la crise de la C.G.T.U., s'élèvent contre les hommes et les méthodes du Parti. Ils n'oublient pas l'Internationale communiste :

Le fait le plus inquiétant de tous est la disparition de toute espèce de garantie, morale ou autre, au sommet de l'Internationale.

L'Internationale Communiste, espoir des opprimés du monde entier, n'est plus représentée que par un seul homme, dont l'action, piétinant tout idéal, n'a pour caution que des baïonnettes. La situation la plus redoutée de Lénine est réalisée : Staline « *la brute asiatique* » reste maintenant tout seul.

En conclusion, les Six appellent à se grouper « *tous les éléments révolutionnaires que l'ostracisme du Parti a rejetés par dizaines de milliers, dans l'inaction, sinon dans le découragement.*

Entre le Parti socialiste S. F. I. O., glissant en fait tout entier sur les positions de la politique bourgeoise et radicale et la secte anarcho-communiste, nous constatons l'existence d'un vaste *no man's land*, peuplé d'âmes en peine et constituant, pour le prolétariat français, le plus riche réservoir de forces, d'intelligences et de volontés révolutionnaires.

C'est cela qu'il faut organiser et vite.

Tout cela ne peut se faire en prenant figure d'opposition enfantine, boudeuse et tournant autour du Parti communiste, en pure perte, comme un cheval sur une piste de cirque.

Il s'agit de l'organisation de ce grand Parti ouvrier-paysan, dont les bases définitives ont été jetées dernièrement à Clichy.

En somme, la brochure des Six, toutes réserves faites sur leurs propres responsabilités de l'état actuel du mouvement ouvrier, sur leur municipalisme et sur leur esprit de parti, contient des preuves nouvelles et décisives à l'appui des opinions que nous soutenons ici et ailleurs depuis près de cinq années.

— R. H.

NOUS AVONS REÇU

FERNAND CORCOS : *L'Amérique... un Paradis ?*, 1 vol., 10 fr. (Montaigne).

XXX : *Le réveil national de la Chine*, 1 vol., 15 fr. (Les Presses universitaires de France).

R. GEIST : *Vom manifest zum G. Esetz*, 1 vol. (Internationale Buchpresse, Francfort).

PANAIT ISTRATI : *Vers l'autre flamme : I. Après seize mois dans l'U. R. S. S.*, 1 vol., 12 fr. (Rieder).

PANAIT ISTRATI : *Vers l'autre flamme : II. Soviets 1929*, 1 vol., 12 fr. (Rieder).

PANAIT ISTRATI : *Vers l'autre flamme : III. La Russie nue*, 1 vol., 12 fr. (Rieder).

ILYA EHRENBOURG : *La vie de Gracchus Babeuf* (traduit du russe par Madeleine Etard), 1 vol. (N.R.F.).

G. K. CHESTERTON : *La vie de William Cobbett* (traduit de l'anglais par Marcel Agobert), 1 vol. (N.R.F.).

LYDIA BACH : *Moscou, ville rouge*, 1 vol. (Librairie Valois).

MAX TURMANN : *Le syndicalisme chrétien en France*, 1 vol. (Librairie Valois).

R. N. COUDENHOVE-KALERGI : *Héros ou Saint*, 1 vol., 20 fr. (Rieder).

HENRI-JULES VINCENT : *La vraie République*, 1 vol. (Rivière).

PIERRE CHAPLET : *La famille en Russie soviétique, étude historique et juridique*, 1 vol., 50 fr. (Giard).

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.
Impr. LABOR, 8, Bd de Vaugirard, Paris-XVe

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B



Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Dernières Nouveautés

LITTERATURE

Henri BACHELIN. — **Charles-Louis Philippe** (N. R. C.) .... 9 fr.
Jean MARTET. — **Le silence de M. Clemenceau** (Albin Michel) .... 15 fr.
— **M. Clemenceau peint par lui-même** (Albin Michel) .... 15 fr.
Madeleine VERNET. — **Le Rameau d'Olivier** (Mère Educatrice) .... 18 fr.
Lucien GACHON. — **Monsieur de l'Enramas** (Horizons de France) .... 12 fr.
Henri CLERC. — **Le Beau Métier** (Valois) .... 12 fr.

QUESTIONS SOCIALES

Charles TURGEON. — **Critique de la Conception socialiste de l'Histoire** (Sirey).... 60 fr.
Panaït ISTRATI. — **Vers l'Autre Flamme** : Après 16 mois en U. R. S. S. (Rieder). 12 fr.
— — : Soviets 1929 .... 12 fr.
— — : La Russie nue .... 15 fr.
C. BOUGLÉ. — **Proudhon** (Alcan) .... 12 fr.
Compte-rendu sténographique de la Semaine syndicale d'Anvers .... 40 fr.

A lire et faire circuler :

FÉLICIEN CHALLAYE

UN ASPIRANT DICTATEUR :

André Tardieu

« ... Un des obstacles que M. André Tardieu rencontre, c'est, en un certain nombre d'esprits, le souvenir de son passé. En dépit de la facilité avec laquelle s'oublient les pires scandales, l'individu ne peut se délivrer de l'auréole de mépris qui entoure sa face.

« Contribuons à la lutte contre la menace de dictature en rappelant, à l'aide de quelques textes incontestables, la carrière de cet homme, et, d'abord, les deux affaires auxquelles son nom reste indissolublement uni, l'affaire de l'Homs-Bagdad et celle de la N'Goko-Sangha. »

Félicien CHALLAYE.

Une brochure : *cinquante centimes*
Editions de la « Révolution Prolétarienne »
54, rue du Château-d'Eau, **PARIS** (10e)